Conto corrente con la Posta

Anno 78° — Numero 293

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

Roma - Lunedì, 20 dicembre 1937 - Anno XVI

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO-LEGGE 27 ottobre 1937-XV, n. 2060.
Approvazione degli Accordi commerciali stipulati in Roma il 30 giugno 1937-XV fra l'Italia e l'Unione Belgo-Lussemburghese.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione agli Accordi commerciali stipulati in Roma il 30 giugno 1937 fra l'Italia e l'Unione Belgo-Lussemburghese;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi commerciali stipulati in Roma il 30 giugno 1937 fra l'Italia e l'Unione Belgo-Lussemburghese.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entra in vigore nei termini stabiliti dagli Accordi medesimi.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 27 ottobre 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1937 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 392, foglio 48. — MANCINI.

Convention commerciale italo-belgo-luxembourgeoise.

Le *Gouvernement Italien*, d'une part, et le *Gouvernement Belge*, d'autre part, ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom du *Gouvernement Luxembourgeois* en vertu d'accords existants, désireux de développer les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

L'Italie et l'Union admettront par voie autonome, dans la mesure du maximum possible, l'importation des marchandises originaires et en provenance de leur territoire respectif, en tenant compte des courants habituels de leurs échanges commerciaux.

Art. 2.

Le règlement des créances résultant des échanges de marchandises entre l'Italie et l'Union s'effectuera conformément aux dispositions de la Convention des Paiements conclue ce jour entre les Gouvernements italien et belge.

Art. 3.

Pendant la période de validité de la présente Convention, les marchandises italiennes reprises à la Liste Unique ci-annexée acquitteront, à l'importation dans l'Union, les droits d'entrée qui y sont mentionnés.

Art. 4.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente Convention, l'importation dans l'Union de marchandises italiennes sera subordonnée à la production d'un double de la facture visé par les Autorités italiennes habilitées à cet effet. Ce double devra être certifié conforme par le vendeur et contiendra le nom et le domicile du vendeur et de l'acheteur, la date de l'échéanche et autres conditions de paiement, ainsi qu'une déclaration, datée et signée, par laquelle l'acheteur s'engage à acquitter à la Banque Nationale de Belgique, dans le délai mentionné, la valeur de la marchandise importée.

De même, l'importation en Italie de marchandises belgo-luxembourgeoises sera soumise à la production d'un double de la facture visé, ainsi qu'un exemplaire destiné aux Douanes, par l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois. Ce double devra être utilisé pour le paiement des marchandises belgo-luxembourgeoises près de l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero.

Art. 5.

Les deux Parties Contractantes, désireuses de maintenir les principes d'équilibre établis par la présente Convention, institueront à cet effet une Commission composée de leurs délégués respectifs, dont les noms seront communiqués aussitôt que possible.

La Commission se réunira d'office tous les six mois et dans le délai d'un mois à dater du jour où la demande en serait faite par l'une des Parties Contractantes.

Art. 6.

Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront aux échanges de marchandises, d'origine et de provenance italienne, belge ou luxembourgeoise, entre l'Italie, d'une part, et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'autre part.

Art. 7.

La présente Convention prendra effet à dater du 1er avril 1937 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937; si elle n'est pas dénoncée deux mois avant son échéance, elle sera prorogée par voie de tacite réconduction pour une période de six mois, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'une des deux Parties Contractantes aura signifié son désir d'y mettre fin dans le délai précité.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 juin 1937.

Pour l'Italie:	*Pour la Belgique*:
CIANO.	DU CHASTEL

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri:
CIANO.

LISTE UNIQUE

Droits à l'entrée dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Numero du tarif belge	Marchandises	Droit d'entrée
37 *a*)	Eponges, brutes	exempt
37 *b*)	Eponges, préparées	12 % ad valorem
307 *a*)	Acide borique brut de Toscane, accompagné d'un certificat d'origine, attestant qu'il s'agit de produit originaire de Toscane, à l'état naturel n'ayant subi aucun procédé de raffinage	exempt
384	Borax raffiné	5 % ad valorem
448	Essences végétales et huiles d'essences naturelles, ne renfermant pas d'alcool	exempt
505	Passementerie de soie naturelle, pure ou mélangée avec d'autres textiles	72 frs belges au Kg. net
ex 509-*bis*	Tissus destinés exclusivement à la confection de cravates, en soie artificielle pure ou mélangée avec d'autres textiles, fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints de diverses couleurs et diverses nuances, d'une largeur da 58 cm. inclus à 70 cm. inclus et pesant par mètre carré de 80 à 130 grammes inclusivement	20 frs belges au Kg. net
844 *b*)	Fiascos (à dédouaner sous la position ci-contre)	23 frs belges aux 100 Kgs. brut
1191 *h*)	Boutons de corozo et palmierdoum	15 % ad valorem
1100	Véhicules automobiles, carrossés ou complets:	
	a) Pour le transport de personnes:	
	2. Autres, pesant par unité:	
	A. Moins de 1.150 Kgs.:	
	I. Véhicules complets et carrossés, à moteur à essence, de 4 cylindres	646 frs belges aux 100 Kgs. net
	III. Non dénommés	807,50 frs belges aux 100 Kgs. net
	B. De 1.150 Kgs. inclusivement à 1.600 Kgs. exclusivement:	
	I. Véhicules complets et carrossés, à moteur à essence, de 4 cylindres	748 — » » »
	III. Non dénommés	935 — » » »
	C. De 1.600 Kgs. inclusivement à 1.850 Kgs. exclusivement	1.062,50 » » »
	D. De 1.850 Kgs. inclusivement à 2.200 Kgs. exclusivement	1.190 — » » »
	E. 2.200 Kgs. et plus	1.530 — » » »
1100-*bis*	Chassis de véhicules automobiles, non carrossés:	
	a) pour le transport de personnes, pesant par unité:	
	1. moins de 800 Kgs.	807,50 » » »
	2. de 800 à 1.000 Kgs.	935 — » » »
	3. de 1.000 à 1.300 Kgs.	1.062,50 » » »
	4. de 1.300 à 1.700 Kgs.	1.190 — » » »
	5. 1.700 Kgs. et plus	1.360 — » » »
1100-*quater*	Parties et pièces détachées pour véhicules automobiles et pour carrosseries d'automobiles, non spécialement tarifées:	
	a) Brutes	12 % ad valorem
	b) Ouvrées:	
	1. Moteurs à explosion ou à combustion interne et turbines à gaz:	
	A. Moteurs ayant à la fois plus de 4 cylindres et plus de 4 litres de cylindrée	250 frs belges aux 100 Kgs. net
	B. Autres	250 — » » »
	2. Cylindres de moteurs en fonte non malléable	250 — » » »

Numero du tarif belge	Marchandises	Droit d'entrée
	3. Culasse de moteurs, carters de moteurs en fonte non malléable . .	250 — frs belges aux 100 kgs. net
	4. Volants de moteurs	250 — » » »
	5. Autres pièces détachées de moteurs	250 — » » »
	6. Carburateurs et leurs pièces détachées	250 — » » »
	7. Boites de vitesse	250 — » » »
	8. Directions avec ou sans volant . .	250 — » » »
	9. Embrayages	250 — » » »
	10. Ponts arrière	250 — » » »
	11. Arbres et demi-arbres d'embrayage, de distribution, de changement de vitesse, de transmission; arbres cannelés, arbres de commandes, de pompe à eau; engrenages	250 — » » »
	15. Cadres porteurs de chassis en tôles d'acier embouties	150 — » » »
	16. Essieux et parties d'essieux . . .	250 — » » »
	21. Freins et parties de freins . . .	250 — » » »
	23. Amortisseurs de suspension et leurs pièces détachées	250 — » » »
	24. *B.* Parties de caisses de carrosseries	550 — » » »
	C. Caisses de carrosseries soudées et ferrées	550 — » » »
	D. Autres	550 — » » »

Aux N.os 1100 2. *A* et 1100-*bis a*), la clause du tarif douanier de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise stipulant que les droits ne peuvent être inférieurs à 35 % *ad valorem*, est supprimée.

La note additionnelle *D.* des N.os 1100 à 1100-*ter* du tarif douanier de l'Union, est modifiée comme suit:

Les véhicules et chassis incomplets, de même que les groupes de pièces assemblées non spécialement tarifées dans cet état, acquittent les droits fixés sous le N. 1100-*bis a*) 5.

Convention des paiements entre l'Italie et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Le *Gouvernement Italien*, d'une part, et le *Gouvernement Belge*, d'autre part, ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom du *Gouvernement Luxembourgeois* en vertu d'accords existants, désireux de faciliter le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux entre leur Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Le paiement des sommes dues pour achats de marchandises italiennes importées dans le territoire de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'effectuera en belgas à la Banque Nationale de Belgique, pour être porté au crédit de comptes ouverts à l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero à charge pour celui-ci de payer les créanciers en Italie.

Art. 2.

Les Belgas, versés à dater du 1er juillet 1937 à la Banque Nationale de Belgique en paiement de marchandises italiennes importées dans l'Union, seront portés à concurrence de 15 % au crédit d'un compte dénommé « créances anciennes » pour être utilisés en règlement des importations belgo-luxembourgeoises en Italie antérieures au 1er septembre 1936, et à concurrence de 85 % au crédit d'un compte dénommé « créances nouvelles » pour être utilisés pour le règlement des importations belgo-luxembourgeoises en Italie effectuées à partir du 1er septembre 1936 dans les limites des contingents autorisés.

L'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero utilisera les belgas versés au crédit du compte « créances anciennes » et ceux versés au crédit du compte « créances nouvelles » exclusivement à la vente de change aux débiteurs en Italie pour le règlement, conformément aux dispositions de la présente Convention, de leurs dettes commerciales afférentes à des importations belgo-luxembourgeoises en Italie effectuées respectivement avant et à partir du 1er septembre 1936.

Art. 3.

Le paiement en belgas des factures relatives à des ventes de marchandises italiennes dans l'Union libellées en lires se fera sur la base du cours officiel de la Bourse de Rome communiqué chaque jour par l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero à la Banque Nationale de Belgique et affiché à cet effet à la Bourse de Bruxelles.

Si le cours est communiqué avant une heure de l'après-midi (heure belge), il servira pour la conversion du lendemain, si non du surlendemain.

Le paiement en belgas des factures relatives à des ventes de marchandises italiennes dans l'Union, libellées en une devise autre que le belga et la lire, se fera sur la base du cours coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse de Bruxelles précédant le jour du versement.

Art. 4.

Les versements en lires des débiteurs en Italie en règlement d'importations belgo-luxembourgeoises antérieures au 1er septembre 1936, seront effectués, lorsque la dette est stipulée en une devise autre que la lire italienne, sur la base du cours officiel en vigueur pour la devise en cause à la Bourse de Rome le jour du dépôt.

Les transferts des dépôts en lires relatifs aux importations belgo-luxembourgeoises pré-indiquées s'effectueront exclusivement en belgas, d'après l'ordre chronologique des échéances de facture, dans la limite des disponibilités du compte « créances anciennes » visé à l'article 2 et sur la base du change en vigueur pour le belga à la Bourse de Rome le jour du transfert.

Il est entendu que le créancier dans l'Union a le droit de recevoir en belgas de son débiteur en Italie le montant de sa créance sur la base du cours officiel en vigueur pour la devise en laquelle est libellé le contrat à la Bourse de Rome le jour du transfert: toute différence de change entre le jour du dépôt et celui du transfert étant à charge ou en faveur du débiteur en Italie.

Art. 5.

Les montants en lires, versés à dater du 1er juillet 1937 par les débiteurs en Italie en règlement d'importations belgo-luxembourgeoises effectuées à partir du 1er septembre 1936, seront convertis en belgas et portés au crédit d'un compte ouvert près de l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero à la Banque Nationale de Belgique.

Lorsque la somme due par le débiteur en Italie sera libellée en lires, elle sera convertie en belgas au cours officiel du belga en vigueur à la Bourse de Rome le jour précédant le versement.

Lorsque la somme due sera libellée en une devise autre que le belga et la lire, elle sera convertie en belgas en prenant pour base le cours officiel de la devise en cause et du belga à la Bourse de Rome le jour précédant le versement.

L'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero transmettra chaque jour à la Banque Nationale de Belgique les avis de crédit relatifs aux versements effectués par les débiteurs en Italie. Ces avis de crédit tiendront lieu d'ordre de paiement et seront exécutés par la Banque Nationale de Belgique dans la limite des disponibilités du compte « créances nouvelles » de l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Art. 6.

Si le mouvement des échanges commerciaux entre l'Union et l'Italie fait apparaître à la date du 31 décembre 1937, et, au cas où la présente Convention viendrait à être prorogée, successivement en fin de semestre, un solde actif en faveur de l'Italie, sa contrevaleur en belgas sera affectée par l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero, d'accord avec l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, au remboursement des créances belgo-luxembourgeoises afférentes à des importations en Italie effectuées antérieurement au 1er septembre 1936.

Le solde résultant au 31 décembre 1937 des échanges entre l'Italie et l'Union, sera déterminé endéans les soixante jours qui suivront cette date; il en sera de même pour chaque semestre successif au cas où la présente Convention viendrait à être prorogée.

Pour l'établissement du solde, il sera tenu compte:

— des disponibilités effectives du compte « créances nouvelles » prévu à l'article 2 de la présente Convention;

— des sommes restant dues par les importateurs de chacune des Parties Contractantes pour marchandises importées dans le territoire de l'autres Partie pendant la période considérée.

Le montant disponible du compte « créances nouvelles » — dans les limites du solde établi d'après les modalités précédentes — sera utilisé comme prévu ci-dessus; les sommes restant dues seront utilisées au fur et à mesure que s'effectueront les versements y relatifs.

Art. 7.

Dans le but de permettre au Gouvernement Belge de garantir la bonne fin des promesses souscrites par des exportateurs belges pour mobiliser leurs créances sur l'Italie, l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero, sur demande conjointe de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois et du bénéficiaire, autorisera l'inscription de la créance au nom de la Banque Nationale de Belgique.

Art. 8.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront aux créances commerciales se référant à des échanges de marchandises d'origine et de provenance italienne, belge ou luxembourgeoise entre l'Italie d'une part et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise d'autre part.

Toutefois, en ce qui concerne les échanges italo-belgo-luxembourgeois effectués antérieurement au 16 octobre 1936, les dispositions qui précèdent s'étendront au paiement des marchandises importées d'Italie, des Possessions et Colonies italiennes dans le territoire de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, le Congo Belge et les Territoires sous mandat belge, et réciproquement.

Art. 9.

Chaque Gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du système de règlement des créances tel que prévu par les dispositions précédentes.

Art. 10.

Les difficultés qui pourraient surgir à l'occasion de l'application des dispositions précédentes seront réglées de commun accord entre l'Istituto Nazionale per i cambi con l'estero et l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

Art. 11.

La présente Convention prendra effet à la date du 1er juillet 1937 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937; si elle n'est pas dénoncée deux mois avant son échéance, elle sera prorogée par voie de tacite réconduction pour une période de six mois, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'une des deux Parties Contractantes aura signifié son désir d'y mettre fin dans le délai précité.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 juin 1937.

Pour l'Italie: CIANO

Pour la Belgique: DU CHASTEL

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia, Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri: CIANO.

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 7 agosto 1937-XV, n. 2061.

Tariffa nazionale delle prestazioni medico-chirurgiche stabilita dalla Corporazione delle professioni e delle arti.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Vista la deliberazione della Corporazione delle professioni e delle arti, in data 16 gennaio 1936-XIV, che stabilisce, a seguito di proposta del Ministro per le corporazioni e a norma dell'art. 10 della legge 5 febbraio 1934-XII, n. 163, la tariffa nazionale per le prestazioni professionali dei medici;

Vista la deliberazione del Comitato corporativo centrale, in data 19 ottobre 1936-XIV, che approva la tariffa ai sensi dell'art. 11, 1° comma, della legge 5 febbraio 1934, n. 163, e del R. decreto-legge 10 aprile 1935-XIII, n. 441, convertito in legge con la legge 12 settembre 1935-XIII, n. 1745;

Visto l'art. 11, 1° comma, della legge 5 febbraio 1934-XII, n. 163;

Decreta:

Art. 1.

E' disposta la pubblicazione dell'allegata tariffa nazionale delle prestazioni medico-chirurgiche stabilita dalla Corporazione delle professioni e delle arti, vista dal Segretario generale del Consiglio nazionale delle corporazioni.

Art. 2.

Il presente decreto sarà inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno.

Roma, addì 7 agosto 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato: MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Tariffa nazionale delle prestazioni medico-chirurgiche.

1. La tariffa nazionale è unica e vale solo per il medico generico.

Essa rappresenta il minimo onorario compatibile con il decoro professionale e nessun medico, anche se in possesso di titoli specifici, potrà far visite a onorari inferiori a quelli del medico generico.

2. La tariffa di cui al primo comma dell'articolo precedente non si applica alle prestazioni sanitarie dei medici generici che abbiano raggiunto alta fama, generalmente riconosciuta, ed accertata dal Direttorio del Sindacato provinciale fascista dei medici.

3. Sarà provveduto, in un successivo momento, alla determinazione delle tariffe da valere per i medici comunque specializzati e per i medici generici di cui al precedente articolo.

4. Il Prefetto, sentito il segretario federale ed il segretario del Sindacato provinciale dei medici, ha facoltà di apportare alla tariffa una riduzione non superiore al 25 per cento a seconda della località e delle condizioni economiche dei vari Comuni e frazioni.

5. In ottemperanza alle direttive del Regime le tariffe verranno ridotte del 20 per cento al capo di famiglia con almeno 5 figli a carico.

6. E' vietato al medico di esercitare la professione ad onorari inferiori a quelli stabiliti dalla tariffa. E', però, in sua facoltà, in casi particolari, di esercitare gratuitamente la propria funzione.

Le tariffe di cui agli articoli 1 e 4 si applicano in tutti i casi in cui non sia intervenuta — fermo restando il divieto di cui al comma precedente — una particolare pattuizione tra medico e cliente.

7. In tutti i casi di contestazione sull'ammontare degli onorari spettanti al sanitario, il medico, prima di adire l'Autorità giudiziaria, deve chiedere l'intervento del Sindacato provinciale dei medici per una amichevole composizione della controversia.

8. Fino a quando non sarà diversamente stabilito con norme di legge o con altre disposizioni degli organi competenti, il Consiglio nazionale del Sindacato nazionale fascista dei medici potrà deliberare che una quota non superiore alla metà dell'importo dei certificati medici, sia devoluta dal medico alla Cassa nazionale di assistenza della categoria.

MEDICINA.

9. Prima visita (o visita unica a domicilio del malato)	L.	20
Visite continuative	»	15
Prima visita (o visita unica a casa del medico)	»	15
Visite continuative	»	10
Visite ad ora fissa (a richiesta del cliente)	»	30
Visita d'urgenza diurna	»	25
Visita d'urgenza notturna (ore 21-24, 24-7)	»	35-40

Visite contemporanee nella stessa famiglia: prima normale, le altre la metà.

Assistenza prolungata diurna (oltre la visita) per ogni ora	L.	25
Assistenza prolungata notturna: un'ora	»	50
consecutiva per ora	»	30

Visite non oltre 5 chilometri fuori agglomerato cittadino in più della visita L. 2 per chilometro.

Oltre i 5 chilometri od in altro Comune prezzo da convenirsi.

Ogni Sindacato provinciale stabilirà quale sia il concetto dei limiti dell'agglomerato cittadino.

Consulti a domicilio dell'ammalato: al curante	L.	30
al medico generico consulente	»	60
Consulti nella casa del consulente	»	50
Consulti nella casa del consulente, al curante	»	30
Relazione di malattia e di cura richiesta dall'ammalato oltre la visita	»	20
Iniezioni ipodermiche allo studio del medico	»	5
Iniezioni ipodermiche in casa del malato, unica	»	10
Iniezioni ipodermiche per cura continuata	»	5
Iniezioni endovenose esclusi gli arsenobenzoli al Gabinetto	»	15
Iniezioni arsenobenzoli	»	30
Iniezioni endovenose in casa dell'ammalato	»	20

Per i certificati che a norma delle vigenti disposizioni non debbono essere rilasciati gratuitamente: onorario pari all'ammontare della prima visita.

Vaccinazione - al Gabinetto	L.	10
Vaccinazione - a domicilio	»	15
Esame sputi	»	15
Salasso	»	30
Esame comune urine (oltre la visita)	»	10
Flebolisi	»	60
Flebolisi con preparazione di vaso	»	100

Ipodermoclisi . . . . L. 80
Paracentesi (oltre la visita) . . . . » 40
Toracentesi (oltre la visita) . . . . » 40
Malarioterapia (inoculazione) . . . . » 200

Nelle prestazioni mediche contemporanee non si possono fare sommazioni di onorari, ma l'onorario della prestazione maggiore assorbe gli altri onorari.

PRONTO SOCCORSO.

Cateterismo vescicale semplice nell'uomo . L. 25
Lavanda gastrica . . . . . . » 50
Lavanda gastrica continuata . . . . » 25
Puntura esplorativa . . . . . » 25
Puntura lombare . . . . » 40
Esame comune contenuto gastrico (oltre la visita) . . . . » 30
Prima medicazione semplice . . . . » 20
Medicazioni successive . . . . . » 15
Suture superficiali . . . . . . » 20-40
Suture profonde senza lesioni di organi . . » 50
Incisione ascesso superficiale . . . . » 25
Incisione ascesso sottoaponeurotico . . » 50
Riduzione ernia intasata per taxis (oltre la visita) . . . . » 30
Riduzione lussazioni di grandi articolazioni da » 50-150 (oltre la visita)
Riduzione lussazioni di piccole articolazioni da . . . . » 20-50 (oltre la visita)
Riduzione incruenta fratture e 1° apparecchio contentivo di piccoli segmenti ossei, da . » 50-100
Riduzione incruenta di grandi segmenti ossei da . . . . » 100-300
Narcosi per soccorso urgenza . . . . » 50
Tracheotomia d'urgenza . . . . . » 400
Intubazione . . . . » 100
Tamponamento nasale - anteriore . . . » 20
Tamponamento nasale - posteriore . . . » 50
Legature vasi non specificate in altri capitoli con preparazione del vaso, da . . . » 100-500

CHIRURGIA GENERALE.

Prima visita in casa del malato . . . L. 20
Prima visita in casa del chirurgo . . . » 15
Visite successive in casa del chirurgo . . » 10
Visite successive in casa del malato . . » 15
Visita con medicazione in casa del malato . » 15
Per altre visite - *vedi*: Medicina.
Consulto presso il chirurgo . . . . » 50
al curante . . . . » 30
Consulto presso il cliente . . . . » 60
al curante . . . . » 30
Consulto in altri Comuni: prezzo da convenirsi.

Atti operativi.

Negli onorari stabiliti per atti operativi non è compreso quello che spetta agli assistenti ed all'eventuale narcotizzatore.

Le medicazioni successive alle operazioni vanno compensate a parte.

Spese del materiale a carico del malato.

Aiuto operazione: sul prezzo dell'operazione . L. 20 %
Assistenza: sul prezzo dell'operazione . . » 10 %
Anestesia generale . . . . . . » 100
Rachianestesia . . . . » 80
Trasfusione sanguigna . . . . . » 300
Incisione di ascesso superficiale . . . . » 80
Sutura ferite cutanee . . . . . . L. 40
Sutura ferita profonda lesioni muscolari, nervose o di organi, da . . . . . » 100-300
Incisione di flemmone circoscritto . . . » 100
Incisione di flemmone diffuso (non specificato in altri capitoli) . . . . . . » 200
Patereccio . . . . » 80
Unghia incarnata (operazione radicale) . . » 50
Aspirazioni ed iniezioni modificatrici, per ascesso freddo:
la prima . . . . » 30
le successive . . . . » 20
Estrazione di corpi estranei sottocutanei, da » 50-100
Asportazione di corpi estranei profondi (esclusi gli endocavitari) . . . . » 200
Asportazione di tumori superficiali (cisti sebacee, fibromi, lipomi, ecc.) . . . . » 100
Tumori profondi estracavitari, benigni . . » 300
Tumori profondi estracavitari, maligni . . » 1200
Innesti dermo-epidermici . . . . . » 250
Operazione radicale per ganglio sinoviale . » 120
Plastiche per sindattilia . . . . . » 600

Nelle prestazioni multiple la maggiore assorbe tutte le altre.

Per le operazioni multiple *preventivamente diagnosticate e prestabilite* con l'infermo ed eseguite nella stessa seduta si applica la tariffa intera per l'operazione più importante, con riduzione del 50 % sulla tariffa stabilita per le altre.

Cranio e faccia.

Craniectomia . . . . L. 1000
Asportazione di neoplasmi endocranici . . » 2500
Asportazione di ganglio di Gasser e neurotomia retrogasseriana . . . . . » 2000
Ipofisiectomia . . . . » 2500
Operazioni endocraniche per ascesso cerebrale e cerebellare . . . . » 1500
Puntura dei ventricoli . . . . . . » 800
Meningocele cranico . . . . . . » 1500
Operazione per encefalocele . . . . » 2000
Apertura di ascesso otogeno exstradurale . » 1100
Apertura di ascesso cerebrale e cerebellare . » 1500
Resezione del mascellare superiore . . . » 1500
Resezione della mandibola . . . . » 800
Asportazione epulidi (con resezione del bordo alveolare) . . . . » 400
Resezioni limitare sulle ossa della faccia. . » 500
Operazioni per cisti mascellari. . . . » 500
Apertura del seno mascellare da processo alveolare . . . . » 200
Stafilorrafia . . . . » 500
Uranoplastica . . . . » 1000
Cheiloplastica . . . . » 500
Labbro leporino semplice . . . . . » 400
Labbro leporino doppio . . . . . » 600
Asportazione di ranula sublinguale . . » 300
Escissione di ugula o di frenulo linguale . » 50
Operazioni per tumori maligni della lingua e del pavimento orale (con vuotamento della loggia sottomascellare) . . . . . » 1200
Asportazione di neoplasie maligne del labbro con vuotamento della loggia sottomascellare » 1000
Asportazione di neoplasie maligne della guancia con vuotamento della loggia sottomascellare . . . . » 1000
Asportazione della parotide . . . . » 1800
Operazione per fistole del dotto di Stenone . » 800

Collo.

Sondaggio esofago	L. 40
Dilatazione graduale	» 40
Estrazione di corpi estranei e dell'esofago per le vie naturali	» 100
Idem - sotto il controllo radioscopico	» 200
Esofagoscopia a scopo diagnostico	» 450
Esofagoscopia ed asportazione di corpi estranei	» 1000
Faringotomia o esofagotomia	» 800
Interventi per ferite profonde del collo interessanti il tubo laringo-tracheale o faringo-esofageo	» 1500
Operazioni sulla tiroide	» 1200
Asportazioni di cisti e fistole congenite	» 1200
Asportazioni di tumori benigni profondi	» 1000
Asportazione di tumori maligni del collo	» 2000
Incisioni di flemmoni del collo: superficiali	» 300
Incisioni di flemmoni del collo: profondi	» 800

Torace.

Toracentesi oltre la visita	L. 40
Pleurotomia semplice	» 200
Pleurotomia con resezione costale	» 500
Resezione di una o più costole per altre affezioni, da	» 500-800
Operazione sul polmone	» 2000
Toracoplastiche - parziali	» 1200
Toracoplastiche - totali	» 2000
Operazioni sullo sterno - *vedi*: Ossa	
Operazione sugli organi mediastinici - per ascesso	» 1000
Operazione sugli organi mediastinici - per tumori	» 2000
Pericardiocentesi	» 250
Pericardiotomia	» 400
Operazioni sul cuore	» 2000
Asportazione di tumore benigno sulle mammelle	» 400
Asportazione di tumore maligno dalle mammelle (con vuotamento del cavo ascellare)	» 1500

Addome.

Asportazione di tumori della parete addominale con plastica della stessa	L. 600
Asportazione delle glandole linfatiche inguinali o crurali	» 500
Laparatomia semplice	» 600
Laparatomia con peritonite saccata	» 800
Laparatomia con peritonite diffusa	» 1500
Occlusione intestinale, da	» 1500-2000
Laparatomia per asportazione di tumori dello omento e cisti mesenteriche	» 1200
Cura radicale di ernia	» 700
Operazione di ernia strozzata (senza resezione intestinale)	» 800
Operazione di ernia strozzata (con resezione intestinale)	» 1300
Operazione di plastica della parete addominale per laparocele	» 700
Gastrotomia	» 1000
Gastropessi-gastroplicatio, gastroplastiche	» 1200
Resezioni gastriche	» 2000
Gastroenterostomia	» 1300
Suture intestinali per lesioni traumatiche	» 1200
Enterostomia ed ano artificiale	» 1000
Resezione intestinale sul tenue	L. 1300
Resezione ileocecale	» 1500
Colectomia	» 1800
Enteroanastomosi	» 1300
Chiusura di ano artificiale senza resezione intestinale	» 1000
Chiusura di ano artificiale con resezione intestinale	» 1300
Chiusura di fistole stercoracee	» 1000
Incisione di ascessi appendicolari	» 800
Appendicectomia semplice	» 1200
Riduzione semplice di prolasso retto	» 40
Operazione per prolasso del retto	» 1000
Sfinterotomia	» 200
Operazione per fistola anale	» 250
Operazione di ascesso perianale	» 150
Operazione di ascesso perirettale	» 250
Operazione di fistola del cavo ischio-rettale	» 500
Plastica per assenza dell'ano, da	» 500-1000
Operazione radicale di emorroidi	» 500
Dilatazione graduale del retto (per seduta)	» 40
Amputazione del retto per via perineale	» 1700
Amputazione del retto combinata (addomino-perineale)	» 2500
Asportazione di polipi rettali	» 500
Operazione per ascesso sub-frenico	» 1000
Epatotomia	» 1000
Epatorrafia	» 1200
Resezione del fegato	» 2000
Colecistotomia e colecistostomia	» 1200
Colecistectomia	» 1500
Colecistoentero (o gastro) stomia	» 1800
Coledocotomia	» 1500
Operazioni per cisti del pancreas: marsupializzazione	» 1500
Operazioni per cisti del pancreas: escissione	» 2000
Operazioni per calcoli del pancreas	» 2000
Interventi per necrosi acute del pancreas	» 1500
Splenotomia	» 1000
Splenectomia	» 2000
Splenopessia	» 1200
Splenorrafia	» 1200

Apparato urinario.

Cateterismo evacuatore (od esploratore) con catetere rigido	L. 25
Cateterismo in ipertrofia prostatica o restringimenti uretrali	» 50
Uretroscopia (oltre la visita)	» 50
Puntura sovrapubica della vescica	» 80
Cistoscopia	» 120
Lavande e medicazioni vescicali nell'uomo	» 15
Cateterismo uretrale	» 250
Meatotomia	» 40
Dilatazioni uretrali progressive (per seduta)	» 25
Divulsione uretrale	» 150
Estrazione di corpi estranei nell'uretra	» 200
Uretrotomia interna	» 300
Uretrotomia esterna	» 400
Uretrectomia	» 600
Uretrorrafia e uretroplastica	» 600
Operazioni di fistole uretrorettali	» 1200
Operazione di ipospadia, epispadia	» 1000
Prostratectomia (in uno o due tempi)	» 1500
Biopsia vescicale con cistoscopio operatore	» 200
Piccoli interventi endovescicali con cistoscopio operatore	» 300

Estrazione di corpi estranei dalla vescica per via naturale	L. 250
Litotrisia	» 1000
Cistorrafia	» 800
Cistotomia ipogastrica	» 800
Cistotomia perineale	» 1000
Cistectomia parziale	» 1500
Cistectomia totale	» 2000
Operazione per estrofia della vescica	» 1800
Operazioni per fistole e cisti dell'uraco	» 700
Uterotomia, ureterorrafia	» 1000
Pielotomia	» 1000
Ureteroplastiche ed impianti dell'uretere	» 2000
Enervazione del surrene, surrenalectomia	» 2000
Nefrotomia	» 1000
Nefrostomia	» 1100
Nefrolitotomia	» 1200
Nefrectomia	» 1800
Nefropessia	» 1200

Apparato genitale maschile.

Operazione di fimosi o parafimosi	L. 150
Riduzione incruenta di parafimosi	» 30
Amputazione del pene con svuotamento della regione inguinale	» 1000
Emasculazione totale	» 1000
Puntura di idrocele	» 35
Operazione radicale d'idrocele	» 450
Orchidopessia	» 500
Orchiectomia per neoplasmi benigni	» 800
Orchiectomia per neoplasmi maligni (compresa asportazione ghiandole lombo artiche)	» 1500
Resezione dell'epididimo	» 500
Operazione radicale di varicocele	» 450

Ossa.

Primo apparecchio (incluso nel trattamento operativo - *vedi* singole voci).	
Apparecchi successivi, da	L. 50-150
Asportazione di esostosi	» 150
Osteoclasia manuale o strumentale	» 400
Osteotomia semplice	» 500
Interventi per osteomielite, da	» 500-1200
Resezioni ossee, da	» 200-1000
Trapianti ossei	» 1000
Operazioni per pseudoartrosi	» 1000
Sequestrotomia	» 500
Amputazioni, da	» 120-600

Articolazioni.

Riduzione incruenta lussazione congenita anca unilaterale	L. 400
Nuovi apparecchi successivi per la cura della stessa affezione	» 300
Se bilaterale aumento del	» 50 %
Paracentesi articolare unica	» 50
Iniezioni modificatrici	» 20
Artrotomie di piccole articolazioni	» 200
Artrotomie di grandi articolazioni	» 500
Resezioni articolari, da	» 300-1500
Disarticolazioni, da	» 150-1200
Artroplastiche, da	» 500-1500
Piede torto (correzione manuale e apparecchio):	
per il primo apparecchio	» 250
per gli apparecchi successivi	» 100
Piede torto (correzione cruenta) (inclusi apparecchi)	L. 1200
Meniscectomia	» 500
Artrodesi	» 500

Colonna vertebrale.

Rachicentesi	L. 40
Laminectomia semplice	» 1500
Laminectomia con operazioni endorachidee	» 2000
Operazione per spina bifida	» 1000
Osteoplastica o trapianti per morbo di Pott	» 2000

Tendini - Muscoli - Apeneurosi.

Suture tendinee (per ferite), da	L. 80-200
Tenotonie - miotomie - aponeurotomie, da	» 200-300
Innesti tendinei e muscolari, tenoplastiche, da	» 300-800
Asportazione di gangli tendinei	» 100

Vasi.

Operazione per aneurismi, da	L. 300-800
Allacciatura delle arterie: carotidi, mascellare interna, vertebrale, tiroidea inferiore, succlavia, tronco brachio-cefalico, iliache e della vena giuculare profonda	» 800
Operazione per aneurismi di detti vasi	» 1000
Suture arteriose e di grosse vene	» 1000
Arteriotomie per trombi	» 1200
Operazioni per vene varicose:	
1) iniezioni endovenose sclerosanti con preparazione della vena	» 800
2) iniezioni endovenose sclerosanti senza preparazione della vena	» 20
3) allacciatura semplice (anche se multipla)	» 200
4) resezioni parziali	» 400
5) excisioni totali	» 600

Nervi.

Sutura primaria nervi, da	L. 100-250
Sutura secondaria, neurolisi, trapianti ed altre operazioni plastiche; secondo il nervo, da	» 400-1000
Neurotomia o nevrectomia, da	» 500-1200
Gaserectomia o sezione retrogasseriana	» 2000
Operazioni sul simpatico	» 1500
Freniexseresi	» 500

PRESTAZIONI OSTETRICHE.

Visita in casa del medico	*Vedi:* Chirurgia generale.	L. 15
Visita in casa della paziente		» 20
Visite ulteriori in casa del medico		» 10
Visite ulteriori in casa della paziente		» 15
Consulto presso il medico		» 50
Consulto presso la paziente		» 60
Visita in sopraparto unica.	come le altre visite: la 1ª L. 20, le successive L. 15 se in casa della paziente; L. 10 se in casa del medico.	
Visita in sopraparto ulteriore		
Visita in puerperio: unica.		
Visita in puerperio: ulteriore		

Prestazione		L.
Tamponamento vaginale o utero vaginale	L.	50
Espletamento digitale o strumentale di aborto	»	100
Espletamento di notte (dalle ore 24 alle ore 7)	»	150
Assistenza al parto normale (inclusi interventi per lacerazione perineale di primo grado, rianimazione del feto, cateterismo) - due ore:		
1) di giorno	»	150
2) di notte (dalle ore 24 alle ore 7)	»	200
Nel caso di più lunga assistenza:		
diurna - per ora	»	25
notturna - prima ora	»	50
notturna - ore consecutive	»	30
Episiotomia complementare di assistenza al parto con sutura	»	50
Applicazione di forcipe al piano perineale	»	150
Applicazione di forcipe: alta (inclusa assistenza al parto)	»	300
Colpo perineorafia post-partum: 1° grado (oltre la visita)	»	60
Colpo perineorafia post-partum: 2° grado (oltre la visita)	»	120
Colpo perineorafia post-partum: 3° grado (oltre la visita)	»	160
Secondamento artificiale manuale (oltre la visita)	»	100
Embriotomia e successiva estrazione fetale	»	300
Assistenza in caso di placenta previa o di distacco precoce di placenta normalmente inserta (incluse tutte le operazioni inerenti al caso)	»	700
Estrazione podalica	»	150
Rivolgimento ed estrazione podalica	»	250
Taglio cesareo-vaginale	»	500
Taglio cesareo addominale conservatore	»	1300
Taglio cesareo addominale demolitore o altra isterectomia in travaglio di parto	»	1500
Pubiotomia, sinfisiectomia con estrazione del feto	»	500
Taglio cesareo post-mortem	»	300
Revisione delle vie del parto in puerperio morboso	»	75
Riduzione normale: per inversione di utero puerperale	»	300
Gravidanza extra uterina	»	1200
Parto forzato (incluse tutte le operazioni ad esso inerenti)	»	700

Nota. — Per prestazioni multiple si applica: la tariffa intera per la prestazione di maggiore importanza, e la tariffa ridotta del 50 % per le altre prestazioni.

Di notte dalle ore 22 alle ore 7 le tariffe dei detti interventi vengono aumentate del 50 %.

Prestazioni ginecologiche.

Prestazione			L.
Visita medica in casa del medico	*Vedi: Chirurgia generale.*	L.	15
Visita successiva in casa del medico con medicazione		»	10
Visita unica in casa del cliente		»	20
Visita successiva in casa del cliente, con medicazione		»	15
Consulto in casa del medico		»	50
Consulto in casa del cliente		»	60

Prestazione		L.
Medicazioni vaginali ed endouterine	L.	30
Riduzione per vaginam di spostamenti uterini e applicazione di pessario vaginale	»	50
Plastica vagino-perineale	»	300
Operazione per vaginam del prolasso completo dell'utero o di lacerazione perineale interessante il retto	»	500
Altre operazioni sulla vagina, escluse quelle per tumori maligni	»	200
Incisione di ascessi di ghiandole vulvari	»	80
Enucleazione di ghiandole vulvari	»	150
Asportazione di tumori maligni vulvari o vaginali	»	700
Dilatazione del collo uterino con raschiamento diagnostico o terapeutico	»	250
Applicazione di pessario endouterino	»	250
Applicazione di pessario con discissione del collo	»	300
Amputazione del collo dell'utero	»	300
Asportazione semplice di polipi utero-cervicali	»	50
Asportazione di tumori benigni endo-uterini con cervicotomia	»	500
Anessiectomia	»	1200
Isteropessia (per via laparatomica)	»	1000
Isterectomia vaginale per affezioni benigne	»	800
Miomectomia, resezioni delle pareti uterine (per via addominale)	»	1200
Isterectomia con anessiectomia complementare per affezioni benigne	»	1500
Panisterectomia per tumori maligni, per via addominale o vaginale	»	2000
Operazioni di fistole vescico-vaginali	»	1000
Operazioni sul simpatico pelvico	»	1000

Specialità occulistica.

Prestazione		L.
Visita in casa dell'oculista	L.	15
Visita a domicilio	»	20
Consulto oculistico in gabinetto	»	50
Consulto a domicilio	»	60
Consulto in altri Comuni: contrattazione libera.		
Esame completo della vista con relazione, da	»	50-100
Esame della rifrazione e prescrizione lenti	»	30
Estrazione di corpi estranei dalla cornea	»	30
Iniezioni sottocongiuntivali	»	25
Iniezioni endoorbitarie	»	30
Applicazioni elettriche	»	20
Galvano-cauterizzazione	»	40
Sondaggio delle vie lagrimali	»	20
Incisione del sacco lagrimale o dei canalini lagrimali	»	75
Asportazione del sacco lagrimale o della glandola lagrimale	»	400
Docriocistorinostomia	»	1000
Asportazione di cisti dal contorno dell'orbita	»	150
Depilazione per trichiasi	»	25
Entropion	»	250
Operazione per epicanto, ptosi, estroption, ecolobomi palpebrale	»	400
Blafaroplatica	»	400
Riapertura dell'anchiloblefaron	»	75
Cantoplastica	»	120
Tarsorafia totale permanente	»	300
Sutura delle palpebre	»	150
Asportazioni di tumori dalle palpebre	»	120
Sutura della congiuntiva	»	75
Operazione della Pterigion	»	150
Plastica congiuntivale, da	»	150-300

Sutura della cornea e della sclera	L.	100
Tatuaggio della cornea	»	200
Amputazione di stafiloma	»	200
Paracentesi della camera anteriore	»	100
Estrazione di corpi estranei dalla camera anteriore	»	400
Iridotomia	»	350
Iridectomia	»	300
Sclerectomia semplice	»	200
Sclerotomia	»	120
Metodi fistolizzanti antiglaucomatosi	»	800
Estrazione lineare della cataratta	»	500
Estrazione al lembo della cataratta	»	1000
Discissione delle cataratte congenite e secondarie	»	500
Exenteratio; enucleazione del bulbo, da	»	400-500
Exenteratio dell'orbita	»	800
Operazione dello strabismo (per occhio): tenotomia	»	400
Operazione dello strabismo (per occhio): avanzamento	»	800
Asportazione di tumori dell'orbita	»	1000
Intervento chirurgico per distacco di retina	»	1000
Operazione di Kronlein	»	1000
Orbitotomia	»	400

OTO-RINO-LARINGOIATRIA.

Visite.

Vedi: Chirurgia generale.

Visita in casa del medico	L.	15
Esame funzionale completo dell'orecchio anche se richiede parecchie sedute, da	»	50-100
Visita continuativa in casa del medico	»	10
Visita a domicilio del malato	»	20
Visita continuativa	»	15
Consulto presso il medico	»	50
Consulto a domicilio del malato	»	60

Chirurgia dell'orecchio.

Tappo di cerume	L.	30
Esostosi del condotto	»	250
Polipi	»	250
Corpi estranei nel condotto, asportazione per via naturale	»	100
Corpi estranei nel condotto, asportazione per via retro auricolare	»	300
Miringotomia	»	100
Asportazione delle ossicine	»	250
Taglio alla Wilde	»	150
Trapanazione della mastoide	»	800
Antro-atticotomia	»	1200
Operazioni cranio-encefaliche e sui seni venosi	»	1500
Trapanazione del labirinto	»	1500

Chirurgia del naso.

Fratture del naso	L.	100
Polipi del naso	»	200
Resezione sottomucosa del setto osteocartilagineo	»	400
Intervento sul setto (speroni)	»	160
Cauterizzazioni ed elettrocauterizzazione dei turbinati	»	40
Turbinotomia	L.	200
Puntura esplorativa del seno mascellare per via endonasale; cateterismo del seno frontale	»	150
Apertura del seno mascellare per via nasale	»	300
Apertura del seno frontale per via nasale	»	500
Dacriocistorinostomia per via nasale	»	400
Intervento radicale sul seno mascellare	»	800
Intervento radicale sul seno frontale	»	1000
Vuotamento dell'etmoide	»	600
Trapanazione del seno sfenoidale	»	1000
Intervento sull'apofisi per via transfenoidale	»	2000
Rinotomia per neoplasma	»	1000
Sinechie nasali, da	»	100-300
Corpi estranei	»	100

Chirurgia della gola.

Vegetazioni adenoidi	L.	200
Polipi coanali	»	250
Fibroma naso-faringeo	»	1000
Tonsillectomia parziale mono o bilaterale	»	250
Tonsillectomia totale mono o bilaterale	»	400
Ascesso tonsillare	»	100
Ascesso retro-laterofaringeo; per vie naturali	»	400
Ascesso retro-laterofaringeo; per via esterna	»	800

Chirurgia della laringe.

Medicatura endolaringea	L.	25
Tracheotomia	»	400
Tirotomia per asportazione di tumori	»	600
Laringostomia per ricostruzione del tubo laringo-tracheale	»	800
Emilaringectomia	»	1200
Laringectomia	»	2000
Chirurgia endolaringea con laringoscopia indiretta e direttoscopia	»	450
Intubazione	»	100
Tracheobroncoscopia a scopo diagnostico superiore	»	450
Tracheobroncoscopia a scopo diagnostico inferiore	»	300
Tracheobroncoscopia asportazione corpi estranei	»	1200
Sondaggio dell'esofago o dilatazione graduale: per seduta	»	30
Asportazione corpi estranei dall'esofago per vie naturali	»	100
Idem - sotto il controllo radioscopico	»	200
Esofagoscopia a scopo diagnostico	»	450
Esofagoscopia ed asportazione di corpi estranei	»	1000

MALATTIE NERVOSE E MENTALI.

Visita in casa del medico	L.	15
Visita in casa del paziente	»	20
Visite ulteriori in casa del medico	»	10
Visite ulteriori in casa del paziente	»	15
Consulto presso il medico	»	50
Consulto presso il paziente	»	60
Consulti in Provincia e fuori Provincia: libera contrattazione.		
Per esami elettrodiagnostici di una singola regione	»	75
Per esami elettrodiagnostici generali	»	150

Per certificati:

semplici	L.	20
a finalità giuridica	»	40
a carattere peritale	»	80
Per perizia estragiudiziale: libera contrattazione.		
Puntura lombare	»	40
Puntura sottooccipitale	»	80
Iniezioni perinervose di alcool o di sostanze medicamentose a seconda della regione, da	»	40-100
5° paio	»	120
Iniezione epidurale	»	40

DERMOSIFILOPATICA.

Visita - Consulti - *Vedi*: Medicina e chirurgia generale.

Asportazione tumori cutanei	L.	100
Esami endoscopici con medicazione	»	50
Elettrolisi depilatoria (per seduta)	»	30
Cura delle dermatosi con mezzi fisici chimici o chirurgici (per seduta)	»	30
Istillazioni uretrali (per seduta)	»	20

STOMATOLOGIA.

Parte chirurgica.

Visita	L.	20
Visita con altro medico (consulto): in casa del consulente	»	50
Visita consultiva a domicilio del malato	»	60
Estrazione di un dente o di una radice	»	25
Dente inferiore della saggezza in disodontiasi	»	35
Ablazione del tartaro ed ulteriore pulitura dei denti	»	25
Cura piorrea alveolare, gengiviti, stomatiti: per seduta	»	35
Piccole operazioni di chirurgia orale	»	30
Apicectomia	»	150

Cure conservative.

Preparazione di cavità cariosa di 1° e 2° grado ed otturazione in cemento	L.	25
Otturazione in amalgama	»	30
Otturazione con intarsio in porcellana a bassa fusione	»	75
Otturazione con intarsio in porcellana ad alta fusione	»	125
Otturazione con intarsio in oro	»	125

Preparazione di cavità cariosa di 3° e 4° grado con trattamento della polpa e dei canali radicolari, ed otturazione: aumento del 50 % sulle voci precedenti.

Parte protesica.

Corona d'oro (compresa la preparazione del dente)	L.	120
Corona di platino (compresa la preparazione del dente)	»	180
Corona e giacchetta (compresa la preparazione del dente)	»	200
Denti a pernio - comuni	»	120
Denti a pernio - speciali	»	180
Apparecchio di protesi amovibile con placca in vulcanite o metallo comune - per dente	L.	80
Apparecchi protesi amovibili con placca in oro - per dente	»	120
Apparecchi di protesi fissa per ogni elemento di oro a 22 carati	»	125

Appparecchi e cure di ortopedia dentale; apparecchi di protesi delle ossa mascellari, palato, velopendolo, ecc.: onorari da convenirsi secondo i casi.

Nota. — Tanto per le cure conservative come per gli apparecchi di protesi nei quali gli elementi superano il numero di due, la tariffa viene ridotta del 15 %.

TARIFFE RADIOLOGICHE.

I radiogrammi sono di proprietà del radiologo, il quale può non consegnarli al cliente, ma a questi consegnerà dietro richiesta le positive più dimostrative firmate. Possono però essere consegnate al medico, temporaneamente, a richiesta del medesimo. Il cliente avrà diritto a una relazione scritta dell'indagine.

Esame radiologico del torace compresa la radiografia	L.	80
Esame del torace con ortodiagramma e teleradiografia	»	125
Esame con mezzi di contrasto, escluso il pnx. (operatore a parte)	»	150
Esame radioscopico di controllo per pneumotorace	»	40
Esame radiologico del sistema digerente completo	»	200
Esame dell'esofago	»	80
Esame radiologico delle vie biliari, semplice	»	100
Idem - con tetraiodofenolftaleina (eventuale operatore a parte)	»	250
Esame dell'apparato urinario semplice	»	100
Esame con mezzi di contrasto (operatore a parte)	»	300
Cistografia con mezzi opachi (operatore a parte)	»	100
Radiografie dello scheletro:		
Cranio (le tre proiezioni spaziali)	»	250
Colonna vertebrale per regione (2 proiezioni)	»	100
Encefalografia e mielografie (operatore a parte)	»	300
Segmento di arto (2 proiezioni)	»	50-75
Bacino	»	100
Denti	»	30
Radiografia dell'intero scheletro per malattie sistematiche	»	300

RADIOTERAPIA.

Il medico generico non può praticarla.

TERAPIA FISICA - ELETTROTERAPIA.

Fototerapia (raggi infrarossi)	L.	20
Diatermia	»	21
Correnti faradiche, galvaniche, ecc.	»	15
Massaggio medico	»	25
Ginnastica medica e ortopedica	»	25
Bagno di luce generale semplice	»	25
Bagno idroelettrico parziale	»	20
Bagno idroelettrico generale	»	20
Diatermo-coagulazione superficiale	»	30

Diatermo-coagulazione cavitaria	L.	250
Radiazioni ultraviolette	»	20
Onde corte	»	25
Febbre artificiale	»	50

Esami di gabinetto.

Esame completo chimico (qualitativo e quantitativo) e microscopico di urine	L.	15
Esame parziale	»	10
Esame di escreato per la ricerca di bacillo di Koch	»	15
Esame per la ricerca di fibre elastiche	»	15
Conteggio dei globuli rossi e dei globuli bianchi	»	25
Formula leucocitaria	»	25
Dosaggio dell'emoglobina	»	10
Resistenza globulare	»	35
Determinazione della viscosità del sangue	»	35
Determinazione del tempo di coagulazione	»	10
Azotemia	»	30
Glicemia - 1° esame	»	40
Idem - esami successivi	»	30
Colesterinemia - calcemia	»	50
Uricemia	»	40
Formula di Arnet	»	30
Determinazione dei gruppi sanguigni	»	40
Agglutinazione per l'identificazione di batteri, per ciascuna prova	»	15
Agglutinazione per diagnosi di malattie (sierodiagnosi) per ciascuna prova	»	15
Reazione di Wassermann	»	40
Reazione di flocculazione e intorbidamento per la diagnosi della sifilide (Sachs, Geordi, Dold, Hecht, Meinicke) per ciascuna	»	25
Reazioni sierologiche di deviazione del complemento per altre affezioni	»	40
Esame microscopico di materiale patologico	»	25
Esame chimico di materiale patologico	»	25
Esame culturale di materiale patologico ed identificazione dei germi	»	40
Ricerca del bacillo difterico	»	25
Prova biologica con materiale parologico	»	100
Esame delle feci, chimico e microscopico	»	40
Dosaggi speciali (da convenirsi).		
Esame completo (chimico e microscopico) del succo gastrico	»	40
Esame chimico dei calcoli	»	35
Metabolismo basale	»	100
Riserva alcalina	»	50
Esame del liquido cefalo-rachidiano (dosaggio, albumina, globuline, cloruri, zuccheri, esame microscopico)	»	60
Esame colloidale del liquido cefalo-rachidiano	»	40
Preparazione di vaccino	»	80
Tumori ed altri tessuti - Esame istologico	»	150
Sistema nervoso di animali rabici	»	100
Esame del latte di donna, completo (chimico e microscopico)	»	20

Nota. — Se il prelevamento del materiale viene fatto dall'analista, a domicilio, spetterà a questo un aumento pari alla tariffa stabilita per le relative prestazioni.

Visto, *il Segretario generale del Consiglio nazionale delle corporazioni*:
ANSELMI.

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 7 dicembre 1937-XVI.
Scioglimento del Consiglio di amministrazione e del Collegio sindacale della Cassa rurale di Libussina (Gorizia).

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sulle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;
Veduto il R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400, contenente disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;
Veduta la proposta del Capo dell'Ispettorato relativa allo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale di Libussina (Gorizia);
Considerato che la situazione della predetta Cassa rurale rende necessario il provvedimento proposto;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione ed il Collegio sindacale della Cassa rurale di Libussina (Gorizia) sono sciolti ai sensi e per gli effetti di cui al titolo VII, capo II, del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 7 dicembre 1937 - Anno XVI

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(4376)

DECRETO MINISTERIALE 1° dicembre 1937-XVI.
Determinazione dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso lavorato diretto all'estero.

IL MINISTRO PER GLI SCAMBI E LE VALUTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
E CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il R. decreto-legge 8 gennaio 1928, n. 486, convertito nella legge 29 novembre 1928, n. 2842;
Visto il decreto Ministeriale 9 dicembre 1936, col quale venne sostituita la tabella approvata con decreto Ministeriale 9 dicembre 1935, contenente la determinazione dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato da spedire all'estero;
Ritenuta la necessità di introdurre nella tabella stessa le modificazioni determinate in corrispondenza alle caratteristiche del raccolto del riso della corrente campagna;
Su proposta dell'Istituto nazionale fascista per il commercio estero;

Decreta:

Art. 1.

La determinazione dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero è stabilita in conformità della tabella annessa al presente decreto.

Art. 2.

Salvo quanto è disposto nel capoverso successivo, la tabella portante la determinazione dei tipi e delle denominazioni ufficiali del riso nazionale lavorato diretto all'estero, approvata con decreto Ministeriale 9 dicembre 1936, è abrogata e sostituita da quella di cui al precedente art. 1.

L'Istituto nazionale fascista per il commercio estero è autorizzato a consentire le spedizioni all'estero di riso nazionale lavorato corrispondente alle caratteristiche e munito delle denominazioni previste dalla tabella di cui al precedente comma, in quanto trattisi di partite oggetto di contratti conclusi con gli acquirenti esteri anteriormente alla data di pubblicazione del presente decreto e semprechè tali contratti siano denunziati all'Istituto predetto entro quindici giorni dalla medesima data.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno ed entrerà in vigore alla data della sua pubblicazione.

Roma, addì 1° dicembre 1937 - Anno XVI

Il Ministro per gli scambi e le valute:
GUARNERI.

Il Ministro per le corporazioni:
LANTINI.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste:
ROSSONI.

Tipi e denominazioni ufficiali di riso nazionale lavorato diretto all'estero.

TIPI RISO ITALIANO « CAROLINA ».

Carolina sublime speciale.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalle varietà Bertone o Roma o senatore Novelli, in partite di ottimo grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di primo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
10 % di grani striati rossi;
3 % di rottura grossa;
2 % di grani gessati;
1/2 % di grani vaiolati o con striature nere;
13 1/2 % di umidità.

Carolina sublime.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto delle varietà Allorio o Ardizzone, in partite di ottimo grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di primo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
8 % di grani striati rossi;
3 % di rottura grossa;
2 % di grani gessati;
3/4 % di grani vaiolati o con striature nere;
13 1/2 % di umidità.

Carolina diamante speciale.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà P. 6, in partite di ottimo grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di primo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
6 % di grani striati rossi;
2 1/2 % di rottura grossa;
2 1/2 % di grani gessati;
1/2 % di grani vaiolati o con striature nere;
14 % di umidità.

Carolina diamante extra.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà P. 6, in partite di ottimo grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di secondo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
10 % di grani striati rossi;
3 % di rottura grossa;
2 1/2 % di grani gessati;
3/4 % di grani vaiolati o con striature nere;
14 % di umidità.

TIPI RISO ITALIANO « GIGANTE ».

Gigante sublime oppure *Vialone sublime.*

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Vialone, in partite di alto grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di secondo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
3 % di grani striati rosso;
3 % di rottura grossa;
2 1/2 % di grani gessati;
3/4 % di grani vaiolati o con striature nere;
14 % di umidità.

Gigante extra oppure *Maratelli extra.*

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Maratelli, in partite di ottimo grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di primo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
2 % di grani striati rossi;
3 % di rottura grossa;
3 % di grani gessati;
1/2 % di grani vaiolati o con striature nere;
14 % di umidità.

Gigante oppure *Maratelli.*

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Maratelli, in partite di ottimo grado di purezza, buona media dell'annata, da lavorazione di secondo grado, scevro da grani gialli e ambrati.

Tolleranze:
2 % di grani striati rossi;
3 % di rottura grossa;
3 % di grani gessati;
1/2 % di grani vaiolati o con striature nere;
14 % di umidità.

Per tutti i tipi Carolina e Gigante suindicati sono ammesse le tre lavorazioni: a raffinato (o naturale) a oleato (o camolino) e a brillato.

Per il riso a raffinato (o naturale) e a oleato (o camolino) è prescritto aggiungere alla denominazione l'indicazione del tipo di lavorazione.

Per la lavorazione a oleato la tolleranza del grado di umidità è aumentata del 1/2 %.

E' inoltre tollerata per tutti i tipi la presenza **di grani spuntati in quantità** non superiore al 2 % **oltre la percentuale normale di rottura.**

TIPI RISO ITALIANO « ORIGINARIO ».

Splendore sublime oppure *A.A.A.*

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla **varietà Chinese** Originario o da altra similare, buona media dell'annata, pasta chiara, da lavorazione di primo grado, di perfetta brillatura, scevro da grani gialli.

Tolleranze:

2 % di grani striati rossi;
2 % di rottura grossa
2 % di grani gessati;
3/4 % di grani vaiolati o con striature nere;
15 % di umidità.

Splendore superiore.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Chinese Originario o da altra similare, buona media dell'annata, **da lavorazione** di secondo grado, ben brillato, scevro da **grani gialli.**

Tolleranze:

3 % di grani striati rossi;
2 1/2 % di rottura grossa;
2 1/2 % di grani gessati;
1 % di grani vaiolati o con striature nere;
1/4 % di grani ambrati;
15 % di umidità.

Oleato sublime oppure *Camolino sublime.*

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Chinese Originario o da altra similare, buona media dell'annata, pasta chiara, da lavorazione di primo grado, di perfetta oleatura, scevro da grani gialli.

Tolleranze:

2 % di grani striati rossi;
2 % di rottura grossa
2 % di grani gessati;
3/4 % di grani vaiolati o con striature nere;
15 1/2 % di umidità.

Oleato superiore oppure *Camolino superiore.*

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Chinese Originario o da altra similare, buona media dell'annata, da lavorazione di secondo grado, di perfetta oleatura, scevro da grani gialli.

Tolleranze:

3 % di grani striati rossi;
2 1/2 % di rottura grossa;
2 1/2 % di grani gessati;
1 % di grani vaiolati o con striature nere;
1/4 % di grani ambrati;
15 1/2 % di umidità.

Naturale sublime.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Chinese Originario o da altra similare, buona media dell'annata, pasta chiara, da lavorazione di primo grado, scevro da grani gialli.

Tolleranze:

2 % di grani striati rossi;
2 % di rottura grossa
2 % di grani gessati;
3/4 % di grani vaiolati o con striature nere;
15 % di umidità.

Naturale superiore.

Riso sano, leale, mercantile, ottenuto dalla varietà Chinese Originario o da altra similare, buona media dell'annata, da lavorazione di secondo grado, scevro da grani gialli.

Tolleranze:

3 % di grani striati rossi;
2 1/2 % di rottura grossa;
2 1/2 % di grani gessati;
1 % di grani vaiolati o con striature nere;
15 % di umidità.

Nei tipi Originario a lavorazione di secondo grado è tollerata la presenza di grani spuntati in quantità non superiore all'1 % oltre la percentuale normale di rottura.

Tolleranze. — Le tolleranze s'intendono a percentuale ponderale.

Purezza. — L'alto grado di purezza si intende unicamente riferito alla produzione media dell'annata.

Lavorazione di 1° grado. — S'intende una raffinazione profonda di risoni atti alla produzione dei tipi più pregiati di grana lunga, grossa e tonda.

Lavorazione di 2° grado. — S'intende una raffinazione meno profonda della precedente, ma che dà tuttavia prodotti atti senz'altro alla brillatura.

Lavorazione a raffinato. — S'intende la lavorazione che asporta al riso già sgusciato tutto il pericarpo, fino all'albume.

Lavorazione a oleato (camolino). — E' un successivo trattamento industriale della lavorazione a raffinato e consiste in una leggera oleatura alla superficie dell'albume con olio inodore e commestibile.

Lavorazione a brillato. — E' pure un successivo trattamento industriale della lavorazione a raffinato e consiste nell'aggiunta di una minima traccia di glucosio e di talco onde dare aspetto brillante al riso.

Grani striati rossi. — Sono quelli che presentano, nel senso longitudinale, delle striature anche accentuate di colore rosso.

Rottura grossa. — Comprende il *corpetto* e la *mezzagrana*, esclude quindi la risina, la puntina e la scaglietta.

Grani gessati. — Sono quelli che si presentano quasi totalmente opachi o farinosi, per non aver raggiunto un sufficiente grado di maturazione.

Grani vaiolati. — Sono quelli che portano una piccola macchia alla superficie, macchia che non pregiudica il valore alimentare del cereale. Sono assimilati ai grani vaiolati, e compresi nella percentuale di tolleranza per questi stabilita, i grani che presentano linee nere o aloni circolari neri.

Grani ambrati. — Sono quelli con leggera tinta giallognola.

Pasta chiara. — Devesi intendere in rapporto alle condizioni della produzione dell'annata.

Tipi e denominazioni ufficiali di riso nazionale lavorato diretto all'estero.

TIPI	Grado di lavorazione	TOLLERANZE					
		Grani striati rossi	Rottura grossa	Grani gessati	Grani vaiolati o con striature nere	Grani ambrati	Umidità
		%	%	%	%	%	%
Tipi riso italiano « Carolina » (1)							
1. Carolina sublime speciale	1°	10	3	2	½	—	13½
2. Carolina sublime	1°	8	3	2	3/4	—	13½
3. Carolina diamante speciale	1°	6	2½	1½	½	—	14
4. Carolina diamante extra	2°	10	3	2½	3/4	—	14
Tipi riso italiano « Gigante » (1)							
1. Gigante sublime *oppure* Vialone sublime	2°	3	3	2½	3/4	—	14
2. Gigante extra *oppure* Maratelli extra	1°	2	3	3	½	—	14
3. Gigante *oppure* Maratelli	2°	2	3	3	½	—	14
Tipi riso italiano « Originario »							
1. Splendore sublime *oppure* A.A.A.	1°	2	2	2	3/4	—	15
2. Splendore superiore	2°	3	2½	2½	1	1/4	15
3. Oleato sublime *oppure* Camolino sublime	1°	2	2	2	3/4	—	15½
4. Oleato superiore *oppure* Camolino superiore	2°	3	2½	2½	1	½	15½
5. Naturale sublime	1°	2	2	2	3/4	—	15
6. Naturale superiore	2°	3	2½	2½	1	½	15

(1) Tutti i tipi sono ammessi nelle tre lavorazioni: a raffinato, a oleato e a brillato. Per la lavorazione a oleato anche dei tipi fini il grado di umidità intendesi aumentato del ½%.

Roma, addì 1° dicembre 1937 - Anno XVI

Il Ministro per gli scambi e le valute: GUARNERI.

(4380)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Revoca del riconoscimento giuridico concesso all'Istituto friulano orfani di guerra.

Con Regio decreto in data 15 novembre 1937-XVI, registrato alla Corte dei conti in data 4 dicembre 1937-XVI, è stato revocato il riconoscimento giuridico concesso all'Istituto friulano per gli orfani di guerra con sede in Rubignacco.

(4371)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Deformazione di marchi di identificazione per metalli preziosi.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 30 del Regolamento 29 dicembre 1934, n. 2393, per l'applicazione della legge 5 febbraio 1934, n. 305, si comunica che i marchi di identificazione per metalli preziosi appartenenti alla Ditta Barzaghi E. di G. Preatoni di Milano contrassegnati col n. 163 di matricola, sono stati deformati.

(4273)

Scioglimento d'ufficio di Cooperative.

Si avverte che, ai sensi e per gli effetti dell'art. 8 del R. decreto-legge 11 dicembre 1930, n. 1882, la Società an. Cooperativa di lavoro per costruzioni edilizie, idrauliche e stradali, con sede in Corpolò di Rimini, costituita a rogito del dott Ferri Camillo notaio in Rimini, in data 27 febbraio 1921, non avendo per oltre due anni depositato al Ministero delle corporazioni il bilancio annuale e non avendo in detto periodo compiuto atti di amministrazione o di gestione, sarà dichiarata sciolta ad ogni effetto di legge, con decreto del Ministro per le corporazioni, da emanarsi trascorso un mese dalla presente inserzione.

Chiunque vi abbia interesse può fare opposizione o comunicazioni al Ministero delle corporazioni entro il termine citato.

(4274)

Si avverte che, ai sensi e per gli effetti dell'art. 8 del R. decreto-legge 11 dicembre 1930, n. 1882, la Società an. Cooperativa rivenditori ambulanti, con sede in Alessandria, costituita con rogito dott. Mario Mensi in data 28 marzo 1933, non avendo per oltre due anni depositato al Ministero delle corporazioni il bilancio annuale e non avendo in detto periodo compiuto atti di amministrazione o di gestione, sarà dichiarata sciolta ad ogni effetto di legge con decreto del Ministro per le corporazioni, da emanarsi trascorso un mese dalla presente inserzione.

Chiunque vi abbia interesse può fare opposizione o comunicazioni al Ministero delle corporazioni entro il termine citato.

(4359)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 33.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 10 — Data: 3 luglio 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Perusini Giuseppe fu Carlo — Titoli del Debito pubblico: 3 certificati red. 3,50, capitale L. 4600.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 509 — Data: 17 agosto 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Perusini Giuseppe fu Carlo — Titoli del Debito pubblico: 1 certificato cons. 3,50, rendita L. 140.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 615 — Data 28 agosto 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Perusini Giuseppe fu Carlo — Titoli del Debito pubblico: 1 certificato red. 3,50, capitale L. 2600.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 646 — Data: 31 agosto 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Perusini Giuseppe fu Carlo — Titoli del Debito pubblico: 1 cartella red. 3,50, capitale L. 500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 778 — Data: 15 settembre 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Perusini Giuseppe fu Carlo — Titoli del Debito pubblico: 1 certificato red. 3,50, capitale L. 8000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 358 — Data: 17 maggio 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Catania — Intestazione: Cafici Giuseppe di Pompeo — Titoli del Debito pubblico: 2 certificati rendita 5 per cento, capitale L. 3600.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 156 — Data: 18 maggio 1937 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Pisa — Intestazione: Migliori Giuseppe fu Luigi e Imazio Eliade fu Beniamino — Titoli del Debito pubblico: 1 certificato P. N. 5 per cento, capitale L. 100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 315 — Data: 4 marzo 1927 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Regia tesoreria, Imperia — Intestazione: Lupi Giov. Battista fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: deposito ricev. prov. n. 603, capitale L. 200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 213 — Data: 20 giugno 1932 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Parma — Intestazione: Bocchi Mario di Ildebrando — Titoli del Debito pubblico: 1 certificato cons. 3,50, rendita L. 129,50.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 6 dicembre 1937 - Anno XVI

Il direttore generale: POTENZA.

(4356)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*). **Rettifiche d'intestazione.** Elenco N. 8

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Redimib. 5 %	66915	255 —	Federico, Lola, Aldo Francesco, e Maria-Immacolata fu Roberto, minori, sotto la p. p. della madre Troiano *Ester-Iole* fu *Raffaele* ved. Federico, con usufrutto vitalizio a favore di Troiano *Ester-Iole* fu *Raffaele*, ved. Federico, dom. a Savona.	Federicio Lola, Aldo, Francesco e Maria-Immacolata fu Roberto, minori, sotto la p. p. della madre Troiano *Esther* fu *Paolo*, ved. Federico, con usufrutto vitalizio a favore di Troiano *Esther* fu *Paolo*, vedova Federico, dom. a Savona.
Id.	66916	1835 —	Federico Maria-Immacolata minore sotto la p. p. della madre Troiano *Ester-Iole* fu *Raffaele*, ved. Federico, dom. a Savona.	Federico Maria-Immacolata fu *Roberto*, minore sotto la p. p. della madre Troiano *Esther* fu *Paolo*, ved. Federico, dom. a Savona.
Id.	66917	1835 —	Federico Aldo fu Roberto, minore, sotto la p. p. della madre Troiano *Ester-Iole* fu *Raffaele*, dom. in Savona.	Federico Aldo fu Roberto, minore, sotto la p. p. della madre Troiano *Esther* fu *Paolo*, dom. in Savona.
Id.	66918	1835 —	Federico Francesco ecc., come sopra.	Federico Francesco ecc. Come sopra.
Id.	66919	1835 —	Federico Lola fu Roberto, minore, sotto la p. p. della madre Troiano *Ester-Iole* fu *Raffaele*, dom. in Savona.	Federico Lola fu Roberto, minore sotto la p. p. della madre Troiano *Esther* fu *Paolo*, dom. in Savona.
Id.	66920	730 —	Federico Lola ecc., come sopra.	Come sopra.
Id.	66921	730 —	Federico Aldo, ecc., come sopra.	Come sopra.
Id.	66922	730 —	Federico Francesco, ecc. come sopra.	Come sopra.
Id.	66923	730 —	Federico Maria-Immacolata ecc., come sopra.	Come sopra.
Prest. Redim. 3,50 %	472492	3, 50	Federico Lola, Francesco, e Maria-Immacolata fu Roberto, minori sotto la p. p. della madre Troiano *Ester-Iole* fu *Raffaele*, ved. Federico, dom. in Savona.	Federico Lola, Francesco, *Aldo*, e Maria-Immacolata fu Roberto, minori, sotto la p. p. della madre *Esther* fu *Paolo*, ved. Federico, dom. in Savona.
Cons. 3,50 %	290349	388, 50	Grana Paolina di Stefano, moglie di Pessina *Arturo*, dom. a Garlasco (Pavia), dotale.	Grana Paolina di Stefano, moglie di Pessina *Giacomo-Arturo*, dom. a Garlasco (Pavia), dotale.
Id.	504125	210 —	Come sopra.	Come sopra.
Redim. 3,50 %	8997	154 —	*Veneroni* Giuseppina fu Giuseppe.	*Mancini* Giuseppina fu Giuseppe, *moglie di Veneroni Luigi, dom. a Milano.*
Prest. Redim. 3,50 %	13671	402, 50	Bottino Maddalena fu Domenico, moglie di Garino Regolo fu Giuseppe, dom. a Torino, vincolato d'usufrutto a favore di Giaj-Pron Angela fu *Felice*, vedova in prime nozze di Bottino Domenico, e moglie in seconde nozze di Garrino Alberto fu Giuseppe dom. a Torino.	Bottino Maddalena fu Domenico, moglie di Garino Regolo fu Giuseppe, dom. a Torino vincolato d'usufrutto a favore di Giaj-Pron Angela fu *Martino-Felice*, vedova in prime nozze di Bottino Domenico e moglie in seconde nozze di Garrino Alberto fu Giuseppe, dom. a Torino.
Cons. 3,50 %	750004	28 —	Morel *Maria* fu *Abramo*, moglie di Roulph Antonio, dom. a Pontechianale (Cuneo).	Morel *Maria-Chiaffedra* fu *Simone-Abramo* moglie di Roulph Antonio, dom. a Pontechianale (Cuneo).
Id.	724088	35 —	*Arnulfo* Giov. Battista fu Giov. Battista, dom. a Briga Marittima (Cuneo).	*Arnolfo* Giov. Battista, di Giov. Battista, dom. a Briga Marittima (Cuneo).
Id.	735872	105 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	764277	35 —	Come sopra.	Come sopra.
Prest. Redim. 3,50 %	115724	35 —	*Arnulfo* Giovanni Battista fu Giovanni Battista dom. a Morignolo di Briga Marittima (Cuneo).	*Arnolfo* Giovanni Battista fu Giovanni Battista, dom. a Morignolo di Briga Marittima (Cuneo).

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Rendita 5%	16871	350 —	*Tromellini Pierina* fu Battista, moglie di Tromellini Cesare, dom. Confienza (Pavia).	*Baldi Anna-Giuseppina-Pierina* fu Battista, moglie di Tromellini Cesare dom. a Confienza (Pavia).
Consol. 3,50%	799575	280 —	Lusso Francesco fu Giuseppe, interdetto sotto la *patria potestà* della madre Arato Francesca fu *Giovanni* ved. Lusso dom. a Pino Torinese (Torino).	Lusso Francesco fu Giuseppe interdetto sotto la *tutela* della madre Arato Francesca fu *Francesco* ved. Lusso dom. a Pino Torinese (Torino).
Redim. 3,50%	350495	245 —	Meli Caterina di Angelo moglie di Meli Baldassare di Stefano dom. in Aragona (Girgenti), vincolato per dote.	Meli Baldassare di Stefano e Meli Stefano di Angelo germani di Baldassare, quali eredi indivisi di Meli Caterina di Angelo dom.ti in Aragona (Agrigento).
Consol. 3,50%	220913	700 —	Giaccherio *Pasquale* di Andrea dom. a Villafranca d'Asti, ipotecata a favore di Testore *Carolina*, fu Giovanni, moglie del titolare.	Giaccherio *Gioacchino-G. B.-Pasquale* di Andrea dom. a Villafranca d'Asti, ipotecata a favore di Testore *Carlotta* fu Giovanni moglie del titolare.
Redim. 3,50%	46358	199,50	Momigliano Giuseppe fu Beniamino, dom. a Torino, usufrutto, Momigliano *Giacomo*, fu Beniamino.	Momigliano Giuseppe fu Beniamino dom. a Torino, usufrutto Momigliano *Iacob* fu Beniamino.
Id.	66360	199,50	Momigliano Emilia fu Beniamino dom. a Milano, usufrutto, Momigliano *Giacomo* fu Beniamino.	Momigliano Emilia fu Beniamino, dom. a Milano, usufrutto Momigliano *Jacob* fu Beniamino.
Id.	46361	105 —	Momigliano Arturo fu Salvatore dom. a Torino, usufrutto, come sopra.	Momigliano Arturo fu Salvatore, dom. a Torino, usufrutto, come sopra.
Id.	46362	105 —	Momigliano Zoe fu Salvatore, dom. a Torino usufrutto, come sopra.	Momigliano Zoe fu Salvatore, dom. a Torino, usufrutto, come sopra.
Prest. Redim. 3,50%	200674	280 —	Azzariti Bova Francesca fu Domenico, moglie di Zacconi *Clito* fu Raniero dom. in Aquila, dotale.	Azzariti Bova Francesca fu Domenico, moglie di Zacconi *Clilio*, ecc. come contro.
Id.	400993	133 —	Calabrese *Carmine* fu Raffaele, minore sotto la tutela di Diamante Gioiella, vedova Calabrese dom. a Nocera Inferiore (Salerno).	Calabrese *Carmela* fu Raffaele, minore, ecc., come contro.
Id.	164074	52,50	Negro Giovanni di Michele, minore, sotto la p. p. del padre con usufrutto vitalizio a favore di Meineri *Margherita* fu Michele moglie di Negro Michele, dom. in Savigliano (Cuneo).	Negro Giovanni di Michele, minore, sotto la p. p. del padre con usufrutto vitalizio a favore di Meineri *Maria*-Margherita-*Lucia* fu Michele, moglie di Negro Michele, dom. in Savigliano (Cuneo).
Id.	164075	52,50	Negro Margherita di Michele, minore sotto la p. p. del padre, con usufrutto vitalizio a favore di Meineri *Margherita* fu Michele, moglie di Negro Michele dom. in Savigliano (Cuneo).	Negro Margherita di Michele, minore sotto la p. p. del padre con usufrutto vitalizio, a favore di Meineri *Maria*-Margherita-*Lucia* fu Michele, moglie di Negro Michele, dom. in Savigliano (Cuneo).
Id.	164076	52,50	Negro Antonio di Michele ecc., come sopra.	Negro Antonio di Michele ecc., come sopra.
Id.	164077	52,50	Negro *Genoveffa* di Michele, ecc., come sopra.	Negro *Genovieffa* di Michele ecc., come sopra.
Id.	195189	350 —	Murra *Elvira* di Antonio, minore sotto la p. p. del padre dom. a Novoli (Lecce).	Murra *Maria-Elvira* di *Antonio-Raffaele*, minore, ecc., come contro.
Redimibile 5% (1935)	34094	500 —	Granozzi Angelica di Antonio, nubile dom. a Caltanissetta, con annotazione d'ipoteca per cauzione dovuta da Granozzi Antonio fu Baldassare quale conservatore delle ipoteche di Caltanissetta.	Granozzi Angelica di Antonio, minore *sotto la patria potestà del padre*, domiciliata a Caltanissetta. Con annotazione d'ipoteca come contro.
Id.	34097	100 —	Granozzi Angelica di Antonio, *nubile*, dom. a Caltanissetta.	Granozzi Angelica di Antonio, *minore sotto la patria potestà del padre*, domiciliata a Caltanissetta.
Id.	34093	500 —	Granozzi *Rita* di Antonio, *nubile*, dom. a Caltanissetta, con annotazione d'ipoteca per cauzione dovuta da Granozzi Antonio fu Baldassare quale conservatore delle Ipoteche di Caltanissetta.	Granozzi *Maria-Rita* di Antonio *minore sotto la patria potestà del padre*, domiciliata a Caltanissetta. Con annotazione d'ipoteca come contro.
Id.	34096	100 —	Come sopra, libera da ipoteca.	Come sopra, libera da ipoteca.

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 3,50%	328252	17,50	Bellardone *Luigi* fu Vittorio, dom. a Ceva (Cuneo). Con ipoteca a favore dell'Amministrazione dello Stato.	Bellardone *Vittorio-Erminio-Luigi* fu Vittorio, domiciliato a Ceva (Cuneo). Con ipoteca a favore dell'Amministrazione dello Stato.
Rendita 5%	131007	50 —	*Guerinoni* Angelo rappresentato dal Consiglio Istituti Ospitalieri di Bergamo.	*Querinoni* Angelo, rappresentato ecc., come contro.
Cons. 3,50%	849740	784 —	Improta Giovanna fu Luigi, minore sotto la patria potestà della madre *Improta* Giuseppina di Ciro, ved. di Improta Luigi, dom. in Napoli.	Improta Giovanna fu Luigi, minore sotto la patria potestà della madre *Bevilacqua* Giuseppina,ecc., come contro.
Id.	649345	521,50	Petrone *Giovannina* fu Francesco-Saverio moglie di Meoli Raffaele, dom. Montemiletto (Avellino) vincolata per dote.	Petrone *Ermelinda-Maria-Giovannina* fu Francesco Saverio, ecc., come contro.
Prest. Redim. 3,50%	494287	381,50	*Ginepra Carmela* fu Vincenzo, minore sotto la p. p. della madre Brandonisio Anna fu Rocco dom. Bari.	*Cinepra Carmen* fu Vincenzo, ecc., come contro.
Redim. 3,50%	389326	378 —	*Silvestri* Filomena e Cristina fu Riccardo sotto la tutela di d'Avossa Michelina fu Tommaso dom. in Baronissi (Salerno).	*Silvestre* Filomena e Cristina fu Riccardo, ecc. *minore*, sotto la tutela di ecc., come contro
Id.	389327	189 —	Come sopra, con usufrutto a Sciuto Amalia fu Nicola.	Come sopra, con usufrutto a Sciuto Amalia fu Nicola.
Consol. 3,50%	798959	700 —	Forti *Giacomina* fu Osvaldo, moglie di Pantgada Primo, dom. in Carnatta di Chignolo Po (Pavia), con l'usufrutto a favore di Truntschnigg Carolina fu Antonio ved. di Stabilini Alessio dom. in Milano.	Forti *Emilia-Irene-Giacomina* fu Osvaldo, ecc., come contro.
Id.	56826	28 —	*Maurigi* Mariano fu Giuseppe dom. in Cefalù Diana (Palermo) con vincolo per cauzione notarile.	*Maurici* Mariano fu Giuseppe ecc., come contro.
Id.	226967	3,50	Come sopra.	Come sopra.
Prest. Redim. 3,50%	232313	717,50	*Mazuchelli* Angela fu Pier Silvio, minore sotto la patria potestà della madre Gandolfi Rachele fu Luigi ved. *Mazzuchelli* dom. a Castano (Milano).	*Mazzucchelli* Angela fu Pier Silvio, minore sotto la patria potestà della madre Gandolfi Rachele fu Luigi vedova *Mazzucchelli*, domiciliata a Castano (Milano).
Rendita 5%	90697	580 —	Rognoni Elena fu *Cesare* minore sotto la patria potestà della madre Preti *Francesca detta Nina*, dom. in Pavia.	Rognoni Elena fu *Pio Cesare*, minore. sotto la patria potestà della madre Preti *Maria-Francesca*, domiciliata in Pavia.
Id.	90698	580 —	Rognoni *Gerolamo* fu *Cesare*, minore, sotto la patria potestà della madre Preti *Francesca detta Nina*, dom. in Pavia.	Rognoni *Giuseppe-Gerolamo* fu *Pio Cesare*, minore, sotto la patria potestà della madre Preti *Maria-Francesca*, domiciliata in Pavia
Prest. Redim. 3,50%	287450	815,50	Gallo *Antonietta* di Antonio minore emancipata sotto la curatela del marito di Leo Lucca di Gaetano dom. a Rocca Imperiale (Cosenza) dotale.	Gallo *Mariantonia* di Antonio, come contro.
Id.	105142	100 —	Dell'Aversana Ida di *Raffaele*, minore, sotto la patria potestà del padre dom. a Parete (Caserta).	Dell'Aversana Ida di *Angelo Raffaele* minore, ecc., come contro.
Id.	170552	126 —	Novelli Virginia fu Antimo, moglie di Angi *Achille* dom. a Sparanise, dotale.	Novelli Virginia fu Antimo, moglie di Angi *Michele-Achille*, ecc. come contro
Id.	364937	105 —	Vallana Giuseppe fu Bartolomeo dom. a Borgosesia, usufrutto Magistrini *Celestina* fu Andrea ved. di Vallana Bartolomeo dom. a Maggiora.	Vallana Giuseppe fu Bartolomeo, domiciliato a Borgosesia, usufrutto Magistrini *Maria-Celestina*, ecc. come contro.
Id.	364938	105 —	Vallana Giovanni fu Bartolomeo dom. ad Agliano d'Asti, usufrutto, come sopra.	Vallana Giovanni fu Bartolomeo, domiciliato ad Agliano d'Asti, ususfrutto, come sopra

DEBITO	NUMERO d'iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
Prest. Redim. 3,50 %	225848	42 —	*Posadino Antonio*, Giovanni, *Francesco* e Nicolò fu Giuseppe minori sotto la p. p. della madre Murgia Pietruccia, moglie in seconde nozze di Ruzzu Giovanni di Nicolò, dom. a Nulvi (Sassari).	*Posadinu Antonina*, Giovanni *Francesca* e Nicolò fu Giuseppe, minori, sotto la patria potestà della madre Murgia Pietruccia, moglie in seconde nozze di Ruzzu Giovanni di Nicolò, domic. a Nulvi (Sassari).
Redim. 3,50%	154574	224,50	Piras *Antonia* e Salvatore fu Pietro, minori sotto la p. p. della madre Bassu Loriga Lucia di Giovanni ved. Piras dom. in Osilo (Sassari).	Piras *Antonina* e Salvatore fu Pietro, ecc., come a fianco.
Prest. Redim. 3,50 %	500095	226 —	D'Angelo Carmine di Gaetano dom. in New-York con usufrutto vitalizio a favore di Salerno *Carmela* fu Ferdinando, vedova in prime nozze di Russo Raimondo dom. in Sarno (Salerno).	D'Angelo Carmine di Gaetano, dom. in New-York, con usufrutto vitalizio a favore di Salerno *Maria-Carmela* fu Ferdinando, vedova in prime nozze di Russo Raimondo, *e ved. in seconde nozze di Cerrato Giuseppe.*

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 22 novembre 1937 - Anno XVI. *Il direttore generale*: POTENZA.

(4075)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 249

Media dei cambi e dei titoli

del 15 dicembre 1937-XVI.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	94,98
Francia (Franco)	64,50
Svizzera (Franco)	439,50
Argentina (Peso carta)	5,585
Belgio (Belga)	3,2325
Canadà (Dollaro)	19 —
Cecoslovacchia (Corona)	66,80
Danimarca (Corona)	4,24
Norvegia (Corona)	4,7725
Olanda (Fiorino)	10,57
Polonia (Zloty)	358,69
Portogallo (Scudo)	0,8632
Svezia (Corona)	4,896
Austria (Shilling) (Cambio di Clearing)	3,5919
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,40
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	5,1020
Germania (Reichsmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	16,92
Jugoslavia (Dinaro) (Cambio di Clearing)	43,70
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,6819
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	222,20
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,19
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,8520
Rendita 3,50 % (1906)	74,575
Id. 3,50 % (1902)	72,625
Id. 3,00 % Lordo	52,075
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	72,275
Rendita 5 % (1935)	94,75
Obbligazioni Venezie 3,50 %	88,225
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	100,95
Id. id. 5 % - Id. 1941	102,025
Id. id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	91,975
Id. id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	91,625
Id. id. 5 % - Id. 1944	98,10

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 250

Media dei cambi e dei titoli

del 16 dicembre 1937-XVI.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	94,98
Francia (Franco)	64,50
Svizzera (Franco)	439,50
Argentina (Peso carta)	5,585
Belgio (Belga)	3,2325
Canadà (Dollaro)	19 —
Cecoslovacchia (Corona)	66,80
Danimarca (Corona)	4,24
Norvegia (Corona)	4,7725
Olanda (Fiorino)	10,57
Polonia (Zloty)	358,69
Portogallo (Scudo)	0,8632
Svezia (Corona)	4,896
Austria (Shilling) (Cambio di Clearing)	3,5919
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,40
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	5,1020
Germania (Reichsmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	16,92
Jugoslavia (Dinaro) (Cambio di Clearing)	43,70
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,6819
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta Burgos) (Cambio di Clearing)	222,20
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,19
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,8520
Rendita 3,50 % (1906)	74,60
Id. 3,50 % (1902)	72,625
Id. 3,00 % Lordo	52,175
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	72,25
Rendita 5 % (1935)	94,75
Obbligazioni Venezie 3,50 %	88,20
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	100,925
Id. id. 5 % - Id. 1941	102 —
Id. id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	91,95
Id. id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	91,50
Id. id. 5 % - Id. 1944	98,10

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

DIREZIONE GENERALE DELL'AGRICOLTURA

Elenco delle Ditte alle quali è stata concessa per l'anno 1937 la licenza di produzione, a scopo di vendita, di vermut e degli aperitivi a base di vino a norma del R. decreto-legge 9 novembre 1933, n. 1696, e del R. decreto 8 aprile 1935, n. 745.

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
1	Soc. an. Martini & Rossi, sede Torino, corso V E. n. 42.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
2	Soc. an. Francesco Cinzano & C.ia, sede Torino, corso Galileo Ferraris n. 24.	Id.	Id. 2000
3	Soc. an. S.E.I.V.I. Fratelli Ferrero di Riccardo, E. Martinazzi & C. Tortorici, sede in Torino, via Arcivescovado, n. 25.	Id.	Id. 2000
4	Soc. an. Freund Ballor & C., sede in Torino, via Ponza n. 2.	Id.	Id. 2000
5	Ditta G. & L. Fratelli Cora, sede in Torino, corso V. E. n. 8.	Id.	Id. 2000
6	Soc an. Luigi Calissano & Figli, sede in Alba.	Id.	Id. 2000
7	Ditta Giuseppe Bernardino Carpano, sede Torino, corso V. E. n. 62.	Vermut	Id. 2000
8	Soc. an. E. Isolabella & Figlio, sede Milano, via Villoresi n. 11	Vermut e aperitivi	Id. 2000
1	Ditta Fratelli Gancia & C., sede in Canelli.	Id.	Id. 2000
10	Ditta Giuseppe Contratto, sede Canelli.	Id.	Id. 2000
11	Ditta Pietro Occhetti, sede in Torino, corso Venezia, n. 8.	Id.	2000
12	Distillerie Zaniboni, sede in Alessandria, corso Cento Cannoni, 34.	Id.	150
13	Ditta Fratelli Beccaro, sede in Acqui.	Id.	Sup. a 2000
14	Soc. an. Pietro Martini, sede in Savona, via G. Abba, 1.	Id	1000
15	Ditta Fratelli La Grassa di Francesco, sede in Conegliano Veneto.	Id.	Sup. a 2000
16	Ditta Donato Paolucci, sede in Sora.	Vermut	200
17	Ditta I.L.V.E.A. di Giuliano Vittorio & Ferraris Agostino, sede in Vercelli, via XX Settembre, 8.	Vermut e aperitivi	370
18	Ditta Domenico Florio Martinez & C., sede in Marsala, via Salemi.	Id.	2000
19	Soc. an. Angelo Zappelli, sede in Foligno, via della Rosa n. 6.	Vermut	1000
20	Ditta P. Mirabella & Figlio, sede in Marsala.	Id.	2000
21	Ditta Vincenzo Regina, sede in Marsala, corso Calatafimi, 123.	Id.	500
22	Soc. an. Distillerie Gotelli, sede in Genova, piazza Fontane Marose, 19.	Vermut e aperitivi	430
23	Ditta Fratelli De Vita di Pietro, sede in Marsala, via S. Francesco di Paola, 35.	Vermut	600
24	Ditta Giuseppe Bracci e Figli, sede in Terranuova Bracciolini (Arezzo).	Vermut e aperitivi	2000
25	Ditta Fratelli Lombardo fu Giuseppe & C. sede in Marsala.	Vermut	2000
26	Ditta Giacomo Mineo & Figli, sede in Marsala.	Id.	1000
27	Ditta Enrico Serafino, sede in Canale d'Alba (Cuneo).	Vermut e aperitivi	1000
28	Ditta Rallo Diego & Figli, sede in Marsala, via Sebastiano Lipari, 8.	Vermut	Sup. a 2000
29	Distilleria G. Perotti di Giachetti Giovanni Battista, sede in Cuorgnè.	Vermut e aperitivi	130
30	Società an. Fratelli Pilla & C., sede in Marghera.	Id.	400
31	Ditta Roberto Moroni, sede in Sesto San Giovanni (Milano).	Id.	600
32	Ditta A. Zerilli Rallo & C., sede in Marsala.	Vermut	800
33	Soc. an. Domenico Bellardi & C., sede in Torino, via Andrea Doria, n. 11.	Id.	1000
34	Soc. an. Fratelli Branca, sede in Milano, via Broletto n. 35.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
35	Ditta M Gasparri & C., sede in Portoferraio	Vermut	200
36	Ditta Benedetto Mussillami & Figli, sede in Marsala, via Salemi.	Id.	600
37	Ditta Fratelli Gallo, sede in Ancona, via Borghetto.	Id.	100
38	Ditta Raffaele Fariano fu Francesco, sede in Trani.	Id.	400
39	Ditta Vescovi Enrico, sede in Milano, corso Cristoforo Colombo, n. 5.	Vermut e aperitivi	2000
40	Ditta John Hopps & Sons, sede in Mazara del Vallo.	Id.	400
41	Ditta Giovanni Combi, sede in Torino, Doks corso Dante.	Id.	1000
42	Ditta A. Perroncito & C., sede in Torino, corso Moncalieri n. 390.	Id.	1000
43	Ditta Fratelli Bianco, sede in Milano, via F. Casati, n. 14.	Id.	200
44	Ditta B. Bertoldo & C., sede in Trofarello.	Id.	500
45	Ditta Marini & C., sede in Fasana d'Istria.	Id.	470
46	Ditta succ. L. Origlia & C. di Martano, sede in Rivoli.	Id.	1000
47	Soc. an. Distillerie Subalpine, sede in Torino, via Valprato n. 42.	Id.	1000
48	Ditta E. D'Emarese Bairo, sede in Torino, via Giuseppe Pomba n. 15.	Id.	500
49	Ditta Fratelli Ranzini, sede in Imperia, frazione Castelvecchio.	Id.	150

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
50	Ditta Fratelli Comar & C., sede in Fiumicello di Aquileia.	Vermut e aperitivi	1000
51	Soc. Vinicola Italiana Casteggio, in liquidazione, sede in Voghera.	Id.	2000
52	Ditta Bergia di Aragno Tommaso, sede in Torino, corso Dante n. 2.	Id.	200
53	Ditta Enrico Faramia, sede in Savigliano (Cuneo).	Id.	500
54	Distilleria Bianchi di Bianchi Giovanni, sede in Tremezzin, frazione Lenno.	Id.	Sup. a 2000
55	Ditta G. Garetti & C., sede in Chivasso.	Id.	360
56	Ditta Felice Bonardi & C., sede in Bra.	Id.	1000
57	Ditta Antonio Parigi di Francesco, sede in Chivassò.	Id.	1000
58	Ditta Magno & Berta, sede in Casal Monferrato.	Id.	300
59	Soc. an. P. Viarengo, sede in Rivoli Torinese.	Id.	Sup. a 2000
60	Ditta Figli di Leopoldo Wolf, sede in Fiume, Punto franco, Mag. n. 9.	Vermut	Id. 2000
61	Ditta G. De Bellis di Saverio, sede in Castellana.	Id.	1000
62	Distilleria Fratelli Grosso, sede in Bologna, via S. Stefano n. 7.	Id.	450
63	Ditta Noero & Vincenzi, sede in Torino, corso Re Umberto 50 bis.	Vermut e aperitivi	300
64	Ditta Ottavio Riccadonna, sede in Canelli, via M. D'Azeglio n. 8.	Id.	Sup. a 2000
65	Ditta Giovanni Battista Bozzolo, sede in Casale Monferrato.	Id.	250
66	Soc. an. Fratelli Marcati di Marcati Pietro, sede in Verona, via Tombetta, 144.	Id.	250
67	Ditta Agostino Bruco & C., sede in Romagnano Sesia	Id.	150
68	Ditta Emilio Baudino, sede in Piossasco.	Id.	1000
69	Ditta Arlorio & Figli, sede in Torino, via Mazzini n. 52.	Id.	150
70	Ditta P. di Luigi Marenco, sede in Genova Pontedecimo.	Aperitivi	200
71	Distillerie Emiliane P. Lisotti & C., sede in Modena, via Manfredo Fanti, 15.	Vermut e aperitivi	500
72	Ditta cav. Gabriel Luigi, sede in Alessandria, via Malta, 4.	Id.	150
73	Ditta G. G. Pavella, sede in Fiume, Punto franco, magazzino n. 12.	Vermut	Sup. a 2000
74	Ditta Salvatore Calamia, sede in Marsala.	Id.	1000
75	Ditta rag. Marco Veglio, sede in Ghemme.	Vermut e aperitivi	300
76	Ditta Carlo Repetto & Figli, sede in Ovada.	Id.	1000
77	Ditta Conte Chazalettes & C. di Alfonso Chazalettes, sede in Torino, frazione Regina Margherita.	Id.	Sup. a 2000
78	Ditta R. Franzini, sede in Milano, via Egadi n. 5-7.	Vermut e aperitivi	200
79	Distillerie riunite di liquori, sede in Milano, via Embonati, num. 61.	Id.	1000
80	Soc. an. Francesco Bertolli, sede in Lucca.	Vermut	2000
81	Ditta Matteo Fissore & Figlio, sede in Brà.	Vermut e aperitivi	650
82	Ditta G. Anselmi fu Carlo Alberto, sede in Marsala.	Vermut	200
83	Ditta V. Alloro Giacalone & C., sede in Marsala, corso Vittorio Emanuele n. 147.	Id.	400
84	Ditta Nicola Vignale, sede in Genova-San Pier d'Arena, via Gioberti 10.	Vermut e aperitivi	150
85	Ditta Giulio Cocchi, sede in Asti, piazza IV Novembre 3.	Id.	1000
86	Ditta cav. Pietro Bordiga, sede in Cuneo, piazza Seminario n. 29.	Id.	300
87	Ditta Vito Curatolo Arini, sede in Marsala, via Spagnola 14.	Vermut	1000
88	Ditta Giovanni Riboli, sede in Fiume, piazza Dante n. 7.	Id.	Sup. a 2000
89	Soc. an. « VINAD » Vinicola Adriatica, sede in Trieste, via della Borsa n. 1.	Id.	Id. 2000
90	Ditta Domenico Anghilleri, sede in Malgrate.	Id.	2000
91	Ditta P. V. Fratelli Antoniazzi, sede in Conegliano Veneto.	Id.	1000
92	Ditta Carlo Nobili fu Luigi, sede in Seregno.	Vermut e aperitivi	2000
93	Ditta F. G. Marincovich, sede in Fiume, via Roma, 7.	Id.	200
94	Ditta Giovanni Monfrino, sede in Giaveno.	Id.	300
95	Ditta Fratelli Scardina, sede in Palermo, corso dei Mille num. 245.	Vermut	150
96	Ditta Oberto Alfredo, sede in Piossasco.	Vermut e aperitivi	150
97	Ditta Vincenzo Molino di Alberto, sede in Asti.	Id.	30
98	Ditta Vaudano & Barbero, sede in Torino, via Alfieri n. 24.	Id.	100
99	Ditta Alleanza Cooperativa Torinese, sede in Torino, corso Stupinigi 15.	Id.	150
100	Ditta Fratelli Filiberto & C. sede in Torino, via Corte d'Appello n. 1.	Aperitivi	60
101	Soc. an. Miraflore, sede in Canelli.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
102	Ditta Fratelli Stratta succ., sede in Torino, piazza S. Carlo num. 7	Id.	50
103	Ditta Luigi Bosca & Figli, sede in Canelli.	Id.	Sup. a 2000
104	Ditta Giovanni Bonandini, sede in Adria.	Id.	100
105	Ditta Carlo Voncina, sede in Fiume, Punto franco, magazzino n. 5.	Vermut	2000
106	Ditta Fancelli di Teresa Panetto Fancelli, sede in Torino, via Castiglione n. 8.	Aperitivi	25

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
107	Soc. an. Paolo Marenco, sede in Genova-Fegino.	Vermut e aperitivi	450
108	Ditta Gaspare Marchetti, sede in Marsala.	Vermut	250
109	Ditta Fratelli Zonin, sede in Gambellara.	Vermut e aperitivi	250
110	Ditta Luigi Giovine & C., sede in S. Damiano d'Asti.	Id.	500
111	Ditta Fratelli Don & C. di Brugo Pietro, sede in Romagnano Sesia.	Id.	1000
112	Ditta Cordaro Costantino & C., sede in Trapani, piazza Locatelli, n. 1.	Vermut	500
113	Ditta dott. Francesco Trapani, sede in Marsala.	Id.	250
114	Ditta Nicola De Giorgi, sede in San Cesario di Lecce.	Id.	1000
115	Soc. an. Associazione fra proprietari di esercizi, sede in Milano, via F. Corridoni, 11.	Vermut e aperitivi	250
116	Ditta Gioachino Ghibaudo fu G. B., sede in Camporosso (Ventimiglia).	Id.	400
117	Soc an. Ferrol, sede in Brescia, via Forcello, n. 19.	Id.	700
118	Soc. an. Vini, sede in Conegliano Veneto.	Id.	2000
119	Ditta Fratelli Vitrano, sede in Palermo, via Roma 72.	Id.	1000
120	Ditta Enrico De Amici, sede in Genova-San Pier d'Arena.	Id.	250
121	Ditta Umberto Coen, sede in Salò.	Id.	300
122	Ditta Carlo Pellegrino & C., sede in Marsala.	Vermut	2000
123	Ditta Angelo Motta, sede in Milano, viale Corsica, n. 21.	Aperitivi	1000
124	Ditta Ugo Bardi & figli, sede in Livorno, via del Lavoro n. 1.	Vermut e aperitivi	500
125	Ditta Luigi Rabogliatti, sede in Ivrea, stradale Torino, 2.	Aperitivi	200
126	Ditta Fratelli Duzzin, sede in Padova, Arcella n. 471.	Vermut e aperitivi	1000
127	Soc. An. Vini Italiani Vermut Torino, sede in Torino, via Ponza N. 2.	Id.	2000
128	Ditta Fratelli Folonari, sede in Brescia.	Vermut	2000
129	Ditta Fratelli Pasqua, sede in Verona, viale Venezia, 97.	Id.	500
130	Soc. an. Stock Cognac Medicinal, sede in Trieste, via Montorsino n. 2.	Vermut e aperitivi	1000
131	Ditta Aristide Pezzi, sede in Brescia, via Trento, 3.	Aperitivi	200
132	Ditta « Mediolanum » di Bodina Angela, sede in Milano, via Crocifisso, 23.	Id.	200
133	Ditta Cesare Boschetti, sede in Melegnano.	Id.	200
134	Ditta Vittorio Zabaldano & Figlio, sede in Monforte d'Alba.	Id.	200
135	Ditta Fratelli Papetti, sede in Brescia, viale Venezia, 111.	Id.	100
136	Ditta Angelo & Vincenzo Fravega, sede in Genova, via della Maddalena, 2 r.	Id.	100
137	Ditta Aristide Leoni, sede in Varese, via Vittorio Veneto, n. 9.	Aperitivi	100
138	Ditta Prodotti A.L.P.E.S., sede in Torino, corso Dante n. 2.	Vermut e aperitivi	500
139	Ditta Fratelli Bertola, sede in Genova-San Pier d'Arena.	Aperitivi	150
140	Soc. an. Baratti & Milano, sede in Torino, piazza Castello, 25.	Id.	30
141	Soc. an. Augusto Carlo Borsari, sede in Bologna, via Carrettieri, 3.	Id.	150
142	R. Istituto tecnico agrario specializzato per la viticultura e l'enologia, sede in Alba.	Vermut	100
143	Distilleria Marsano di Bruzzone Giuseppe, sede in Ronco Scrivia.	Vermut e aperitivi	100
144	Ditta Gennaro Fabbri, sede in Bologna, via Emilia Ponente, n. 398.	Aperitivi	200
145	Ditta Gustavo Barbero, sede in Canelli.	Vermut e aperitivi	150
146	Soc. an. Erba Carlo, sede in Milano, via Carlo Imbonati, n. 24.	Aperitivi	1000
147	Soc. Italiana Vinicola Affini, sede in Conegliano Veneto.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
148	Soc. an. Fabbrica Italiana Liquori Visconti, sede in Torino, corso Principe Oddone, n. 44.	Id.	100
149	Ditta Giovanni Lazzaretti, sede in Trento, via Clementino Vanetti, n. 7.	Id.	400
150	Ditta Martino Balbo, sede in Trofarello.	Id.	300
151	Soc. an. Ralph Pacor, sede in Trieste, via Machiavelli, n. 13.	Vermut	2000
152	Società an. Intercontinentale « Commercio Vini », sede in Trieste, via Genova, n. 9.	Id.	1000
153	Ditta Michele Goldberger, sede in Trieste, via D'Annunzio, n. 2.	Id.	1000
154	Soc. an. Chianti Ruffino, sede in Brescia.	Id.	2000
155	Ditta Eugenio Müller & Nipote, sede in Trieste, Punto franco V. E., magazzino n. 26.	Id.	2000
156	Soc. an. Anselmo, sede in Torino, via G. Camerana, n. 14.	Vermut e aperitivi	2000
157	Ditta Romano Vitas, sede in Trieste, Punto franco V. E., magazzino n. 10.	Vermut	Sup. a 2000
158	Ditta Gambarotta-Cambiaggio & C., sede in Genova, via Sant'Ugo, n. 4.	Vermut e aperitivi	500
159	Soc. an. Vinicola Italiana Florio Ingham Witaker Woodhuse & C., sede in Torino, corso G. Ferraris, 24.	Id.	Sup. a 2000
160	Soc. an. Nicolini & Robiolio, sede in Biella.	Id.	500
161	Ditta A. C. Fratelli Rossi & C., sede in Torino, via Guastalla n. 6.	Id.	1000

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
162	Soc. an. Esercizio Distilleria Frassinetti, sede in Bologna, via F. Barbieri, n. 15.	Vermut e aperitivi	200
163	Cantina sociale cooperativa « A. Marescalchi », sede in Parenzo.	Vermut	500
164	Soc. an. Visco & Ghidoni in liquidazione, sede in Busto Arsizio.	Aperitivi	100
165	Ditta Pietro Ciocca, sede in Milano, via Astesani, 2.	Vermut e aperitivi	2000
166	Ditta E. Einhorn, sede in Fiume, Punto franco, magazzino n. 21.	Vermut	2000
167	Ditta Paolino Capriolo, sede in Grugliasco.	Id.	250
168	Ditta Fratelli Ruzicka, sede in Fiume, Punto franco, magazzino n. 4.	Vermut	2000
169	Ditta Romanelli & Scalvinelli, sede in Brescia, via Ugoni, n. 16.	Aperitivi	100
170	Ditta Giuseppe Pavoncelli, sede in Cerignola.	Vermut	100
171	Ditta Davide Campari & C., sede in Milano, via Manzoni, n. 19.	Aperitivi	1000
172	Soc. an. Arturo Piangiani & C., sede in Chiusi-Scalo.	Vermut e aperitivi	1000
173	Ditta Fratelli Grassotti, sede in Rivarolo Canavese.	Vermut e aperitivi	2000
174	Ditta Chamrath & Luzatto, sede in Fiume, Punto franco, magazzino n. 21.	Vermut	2000
175	Soc. an. Distilleria Stock, sede in Trieste, via Montorsino, 2.	Vermut	Sup. a 2000
176	Ditta dott. Agostino Pontillo, sede in Trento, via Torre di Augusto, n. 2.	Aperitivi	500
177	Ditta dott. Giuseppe Cappellano, sede in Serralunga d'Alba.	Aperitivi	100
178	Ditta Giacomo Pollak, sede in Trieste, Riva Nazario Sauro n. 10.	Vermut e aperitivi	150
179	Ditta Cosma Delcrè, sede in Torino, via Gaudenzio Ferrari, n. 11.	Id.	300
180	Soc. Old Marsala Fontana & Sardo, sede in Trapani, piazza Vittorio Emanuele, 31.	Vermut	2000
181	Ditta Angelo Gentile, sede in Padova, via T. Aspetti, n. 84.	Aperitivi	100
182	Ditta Francesco Figuccia & Figli, sede in Marsala.	Vermut	1000
183	Ditta Braga & Ranzanici, sede in Brescia, via Cremona, 49.	Aperitivi	100
184	Ditta Bartolomeo De Vita & Figli, sede in Marsala.	Vermut	150
185	Ditta P. Franzini & C., sede in Milano, via Monza, 242.	Aperitivi	100
186	Soc. an. G. B. Gambarotta e C., sede in Serravalle Scrivia.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
187	Ditta G. Ballandi e Figli, sede in Baricella (Bologna).	Aperitivi	50
188	Ditta G. Spanò & C., sede in Marsala.	Vermut	1000
189	Ditta Andrea La Grassa, sede in Marsala.	Vermut e aperitivi	550
190	Ditta Vito Martinez, sede in Marsala, via Salemi.	Vermut	2000
191	Ditta Giacomo Pagliotti, sede in Cuorgnè.	Vermut e aperitivi	1000
192	Ditta Stefano Pin & C., sede in Pinerolo (Abbadia Alpina).	Id.	500
193	Ditta Leonardo di Stefano Russo, sede in Marsala.	Vermut	150
194	Ditta Gnidoli Mantovanelli & C. sede in Montorio Veronese.	Id.	1000
195	Ditta Maina & C., sede in Torino, via Lucio Bazzani, n. 15.	Vermut e aperitivi	1000
196	Ditta Angelo Parodi sede in La Spezia.	Aperitivi	50
197	Ditta Giovanni Capella, sede in Chivasso.	Vermut e aperitivi	150
198	Ditta Attilio Galatolo, sede in Genova-Bolsaneto.	Id.	20
199	Soc. an. Acossato, sede in Torino, corso Someiller, 4.	Id.	1000
200	Ditta Francesco Civello, sede in Marsala.	Vermut	70
201	Soc. an. Distilleria G. B. Fiori & Figlio, sede in Firenze, via Strozzi, 2 bis.	Vermut e aperitivi	850
202	Ditta Fratelli Angelo & Santi Bucciarelli, sede in Arezzo.	Vermut	2000
203	Ditta Antonio Pacini, sede in Siena.	Id.	850
204	Ditta Virgilio Mugnetti, sede Pisa.	Id.	100
205	Ditta Gino Ciuti, sede in Firenze, via Coluccio Salutati, 84.	Id.	200
206	Ditta A. F. Zedda-Piras, sede in Cagliari.	Id.	500
207	Soc. an. di Bonifiche - Maccarese, sede in Roma, via Crescenzio, 2.	Id.	1000
208	Ditta Leandro Mariani, sede in Roma, via Faenza, 26.	Aperitivi	50
209	Cantina Sociale Cooperativa di Quartu S. Elena.	Vermut	1000
210	Ditta Gino Massiach fu Raffaello, sede in Livorno, via Testaio n. 4.	Vermut e aperitivi	200
211	Ditta Pentasuglia & S. successori della Ditta B. Bazo, sede in Livorno, via Mastacchi, 89.	Vermut	600
212	Stabilimento Enologico Distilleria Elbana, sede in Marciana Marina (Elba).	Id.	100
213	Ditta Cambini & Zalum, sede in Livorno, via Mastacchi n. 1.	Id.	2000
214	Ditta Armando Pichi, sede in Livorno, via Cinta Esterna, num. 12.	Id.	2000
215	Ditta Paolo Desanctis, sede in Roma, viale Manzoni, n. 26.	Id.	650
216	Soc. an. italiana « Cantine e Distillerie Viterbium », sede in Viterbo.	Vermut e aperitivi	100
217	Ditta Quirino Ruosi, sede in Roma, via Bergamo, n. 61.	Vermut	500
218	Ditta F. Lombardo & Marchetti, sede in Marsala.	Id.	500
219	Ditta Giorgio Benussi, sede in Rovigno d'Istria.	Vermut e aperitivi	150

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
220	Ditta Antonio Curatolo, sede in Fiume, Punto franco, magazzino n. 33.	Vermut	1000
221	Soc. an. G. Bonavia e F. S. Negli & C., sede in Bologna, via N. Sauro, n. 24.	Vermut e aperitivi	50
222	Ditta G. Ponchione, sede in Moncalieri.	Id.	1000
223	Ditta Cesare Cortona, sede in Alessandria, corso Cento Cannoni, n. 1.	Id.	Sup. a 2000
224	Ditta G. R. Sacco di Mulassano, sede in Torino, via Boggio, 13.	Id.	100
225	Soc. an. Trinchieri-Brosio, sede in Torino, via Tesso n. 8.	Id.	Sup. a 2000
226	Soc. an. Bianchi & C. in liquidazione, sede in Bra.	Id.	1000
227	Ditta F. Bertocchini e C., sede in Livorno, via F. Pera n. 21.	Id.	2000
228	Ditta Filippi Fausto & C., sede in Padova, via Tommaseo, 75.	Vermut	500
229	Ditta Giovanni Rosa, sede in Torino, via Nizza, n. 1.	Aperitivi	50
230	Soc. an. Distillerie Pedroni, sede in Milano, piazza Castello, n. 1.	Vermut e aperitivi	1000
231	Ditta G. Masera & C., sede in Seveso.	Aperitivi	20
232	Ditta Domenico Reina, sede in Saronno.	Vermut e aperitivi	100
233	Ditta Arturo Rossi, sede in Angera (Varese).	Aperitivi	200
234	Ditta G. Giavotto & Succ. sede in Genova, via Assarotti, 33 R.	Id.	40
235	Soc. an. Americano Marenco, sede in Sarrocco Castagnaretta (Cuneo).	Vermut e aperitivi	700
236	Ditta Enrico Porzio, sede in Udine, via Romeo Battistig.	Aperitivi	30
237	Ditta Fratelli Capra, sede in Canelli.	Vermut	1000
238	Ditta Giuseppe Attilio Arduino, sede in Moncalieri.	Aperitivi	150
239	Ditta Carlo Gallo & Figlio, sede in Ghemme (Novara).	Vermut e aperitivi	100
240	Ditta Fratelli De Florio & C., sede in Rossano (Cosenza).	Vermut	100
241	Ditta Achille Bruno, sede in Torino, corso Dante, 2.	Aperitivi	30
242	Ditta Mario Avalle, sede in Torino, via Ormea, n. 137.	Vermut e aperitivi	250
243	Ditta Giuseppe Fiore, sede in Castagnole Lanze (Asti).	Id.	1000
244	Ditta Michele Astori, sede in Manerbio (Brescia).	Id.	100
245	Ditta Giacomo Rediatorre Bisso, sede in Livorno, via San Marco, 6.	Id.	2000
246	Ditta Unitas di G. Malaguzzi, sede in Livorno, via del Testaio, n. 26.	Id.	1000
247	Soc. an. Cognac Tenerelli, sede in Catania, via S. Euplio, 13.	Vermut	500
248	Soc. an. cooperativa « Cantina Sociale di Monserrato », sede in Cagliari-Monserrato.	Vermut e aperitivi	1000
249	Ditta Antonio Scarpa, sede in Nizza Monferrato.	Vermut	200
250	Ditta Giovan Battista Saracco, sede in Canelli.	Vermut	200
251	Soc. an. « Mondoro », sede in Genova-Rivarolo.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
252	Ditta Luigi Peracchio e Figlio, Sede in Moncalvo (Asti).	Vermut	300
253	Ditta G. L. Viarengo e Figlio, sede in Castello d'Annone (Asti).	Vermut e aperitivi	250
254	Ditta Carlo Alberto Anselmi, sede in Marsala.	Vermut	1000
255	Ditta Francesco Brovia, sede in Strevi (Alessandria).	Vermut e aperitivi	2000
256	Ditta Gaspare Benenati & C., sede in Alcamo (Trapani).	Vermut	500
257	Ditta Ottavio Nana, sede in Lanzada (Sondrio).	Aperitivi	10
258	Ditta Pietro Cudia fu Lorenzo, sede in Marsala.	Vermut	400
259	Ditta Vincenzo Ronco & Figli, sede in Moncalvo.	Id.	150
260	Ditta cav. Giuseppe fu Nicola Rondinella, sede in Napoli, via Sedile di Porto, n. 27.	Id.	700
261	Ditta A. Oneto Spanò, sede in Marsala.	Id.	500
262	Ditta O. Beccuti & C., sede in Torino, piazza Gran Madre di Dio, n. 14.	Aperitivi	40
263	Soc. an. Distillerie Colombo, sede in Gallarate.	Id.	120
264	Ditta Alessandro Zoppo, sede in Canelli.	Vermut e aperitivi	500
265	Ditta Fratelli A. & G. Bellafiore, sede in Marsala.	Vermut	300
266	Ditta Alberto Cucchiara e Fratelli, sede in Marsala.	Id.	300
267	Soc. an. Gambina, sede in Torino, via San Quintino, n. 28.	Vermut e aperitivi	2000
268	Ditta ved. Bini, sede in Castelfranco Emilia.	Id.	Sup. a 2000
269	Ditta Fratelli Bruzzone, sede in Strevi.	Id.	1000
270	Ditta Carpignano & Marchisio succ. Fedeli & C, sede in Torino, corso Peschiera, n 282.	Id.	300
271	Ditta Fratelli Mazzoli Sorgente Corona, sede in Castelfranco Emilia.	Vermut	1000
272	Ditta Robba Rocco, sede in Canelli.	Vermut e aperitivi	Sup. a 2000
273	Soc. an. Fratelli Ramazzotti, sede in Milano, via Luigi Canonica, n. 86.	Aperitivi	400
274	Ditta Luigi Pistone & C., sede in Asti.	Vermut e aperitivi	600
275	Ditta ved. Curadelli & Figli dei Fratelli Graziola, sede in Canelli.	Id.	1000
276	Ditta Giovanni Giuseppe Filipetti, sede in Canelli.	Id.	1000
277	Ditta Paolo Accardi Vinci, sede in Marsala.	Vermut	200
278	Ditta Pietro Alagna e Figli, sede in Marsala.	Id.	2000
279	Ditta Angelo Benso, sede in Castagnole delle Lanze.	Id.	1000

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
280	Ditta Vito Hopps & Figli, sede in Mazara del Vallo.	Vermut	1000
281	Ditta G. B. Bertani, sede in Verona, via Cappella, n. 24.	Id.	1000
282	Ditta Camoirano di Calzia Giulia ved. Camoirano, sede in Moncalieri.	Vermut e aperitivi	300
283	Ditta Ivo Borghi, sede in Bologna, via Abbadia, n. 8.	Aperitivi	50
284	Ditta Melchiorre Cinzano & C., sede in Torino, via Villa della Regina n. 9.	Vermut	70
285	Ditta G. Corrado Succ. B. Baseggio, sede in Capodistria.	Vermut e aperitivi	60
286	Ditta Cesare Crespi, sede in Legnano.	Id.	2000
287	Ditta Consiglio Emanuele Diena, sede in Torino, corso Valentino, 27.	Aperitivi	50
288	Distillerie Donini, sede in Milano, via Camillo Hayenc n. 21.	Id.	1000
289	Ditta Giuseppe Ferri con sede in Verona, stradone Scipione Maffei, 12.	Vermut e aperitivi	650
290	Ditta Francesco Fiamenghi & Fratello con sede in Pizzighettone.	Aperitivi	100
291	Ditta Giuseppe Figuccio, sede in Milano, via G. B. Sammartini, 10.	Vermut e aperitivi	500
292	Ditta Lo Monaco Angelo fu Salvatore, sede in Vittoria.	Vermut	30
293	Ditta Fratelli Martinez Curatolo, sede in Marsala.	Id.	500
294	Ditta G. Martinez Vernetti & C., sede in Marsala.	Id.	500
295	Ditta Sebastiano Marzagalli fu Achille, sede in Landriano.	Aperitivi	200
296	Ditta Fratelli Miglietta, sede in Casale Monferrato.	Vermut e aperitivi	100
297	Ditta Oneto Spanò & C., sede in Marsala.	Vermut e aperitivi	250
298	Ditta Fratelli Pedrinis, sede in Milano via Carrobbio, n. 4.	Aperitivi	25
299	Ditta Pietro Pipitone Spanò, sede in Marsala.	Vermut	60
300	Ditta G. Podestini, sede in Milano, via G. Fattori n. 25.	Aperitivi	100
301	Ditta Giuseppe Pollari, sede in Marsala	Vermut	50
302	Ditta Felice Rebuzzini, sede in Milano, via Giambellino, n. 64	Aperitivi	50
303	Ditta Roletti & C., sede in Bra.	Vermut e aperitivi	1000
304	Soc. an. E. Protti & A. Pellegri, sede in Bologna, via Cesare Boldrini, n. 5.	Aperitivi	50
305	Soc. Italiana Vinicola Affini Marsala, sede in Marsala.	Vermut	1000
306	Ditta Fratelli Deangeli, sede in Trieste, Punto Franco Vittorio Emanuele III, Magazzino 33	Id.	1000
307	Soc. an. Fratelli Luoni, sede in Somma Lombarda.	Aperitivi	100
308	Soc. an. Aula & Virgilio, sede in Trapani.	Vermut	1000
309	Ditta G. & Fratelli Tranchida & C., sede in Marsala.	Aperitivi	100
310	Ditta Fratelli Vener, sede in Milano, via Palestrina, n. 2.	Aperitivi	20
311	Ditta Giuseppe Villa, sede in Genova-San Pier d'Arena.	Vermut e aperitivi	800
312	Ditta Felice Vivaldi, sede in Bardolino.	Id.	400
313	Ditta A. Brocchi & Figlio, sede in Trieste, via Geppa, n. 14.	Vermut	200
314	Società Anonima Vini Classici del Piemonte, sede in Barolo.	Vermut e aperitivi	100
315	Ditta Carolina Waterfield, sede in Fiesole via Poggio Gherardo Settignano.	Vermut	30
316	Ditta Fratelli Funaro, sede in Livorno, piazza Vittorio Emanuele, n. 10.	Id.	500
317	Ditta Giacomo Borgogno & Figli, sede in Barolo (Cuneo).	Aperitivi	100
318	Ditta G. Adragna fu Rosario, sede in Trapani, piazza Scarlatto, 37.	Vermut	1000
319	Ditta G. Caimi & C., sede in Marsala.	Id.	100
320	Ditta Ferdinando Vincenzi, sede in Torino, via Duchessa Jolanda, 3.	Vermut e aperitivi	80
321	Ditta Biffi Società per l'esercizio di Ristoranti e Bar, sede in Milano, Galleria Vitt. Em., n. 38.	Aperitivi	2000
322	Ditta Distellerie Luigi Amedeo Bonomelli, sede in Milano, Piazza Emilia, n. 1.	Id.	100
323	Ditta Chavin & C., sede in Milano, viale Monza, n. 291.	Id.	30
324	Ditta cav. Attilio Avogaro, sede in Trento, via Gazzoletti n. 3.	Id.	50
325	Ditta Mario Groppi, sede in Cilavegna (Pavia).	Id.	30
326	Ditta « Distillerie Società Anonima Industria Fabbrica Alcoolici », sede in Sesto San Giovanni.	Id.	50
327	Ditta Francesco Poncini & Figlio, sede in Asti.	Vermut e aperitivi	200
328	Ditta G. Battista Rensi di Zanini Antonietta, sede in Montagnana.	Aperitivi	30
329	Ditta Augusto dell'Angelo, sede in Trieste, via Pozzo Bianco n. 7.	Id.	60
330	Ditta Enrico Gallia, sede in Genova-San Pier d'Arena.	Vermut e aperitivi	20
331	Ditta cav. Giuseppe Cappelletti, sede in Trento, piazza Fiera, n. 6.	Aperitivi	35
332	Ditta Antonio Muratore, sede in Castelnuovo Belbo.	Vermut	500
333	Soc. an. Vinicola Castiglionese, sede in Castiglion Fiorentino.	Id.	2000
334	Ditta Giorgio Burzio fu Savino, sede in Ivrea.	Aperitivi	10
335	Società Esercizio Distilleria Eredi Vannisanti, sede in Roma, via Appia Nuova, n. 349.	Vermut e aperitivi	600
336	Ditta Cesare Ghirardini Soc. an. sede in Verona, corso Porta Borsari, n. 55.	Aperitivi	1000

Numero della licenza	RAGIONE SOCIALE DELLA DITTA E SEDE	Prodotto per il quale la licenza è stata concessa	Quantitativo massimo di produzione consentita (ettolitri)
337	Ditta Coppo C., sede in Canelli.	Vermut e aperitivi	150
338	Soc. an. « Distilleria Impero », sede in Milano, via Dardanoni, 46.	Aperitivi	50
339	Ditta Fratelli Pult, sede in Pescia, piazza V. E.	Id.	30
340	Ditta Fratelli Adamo, sede in Alcamo.	Vermut	1000
341	Ditta Fausto Lucchini, sede in Fiume, Colle Marsecchia, n. 6.	Vermut e aperitivi	550
342	Ditta Agostino Venturi fu Luigi, sede in Lugo, corso V. E., n. 31.	Id.	Sup. a 2000
343	Ditta Luigi Galliasso, sede in Canelli.	Vermut	140
344	Ditta Demetrio Gaudina successori, sede in Cagliari, via Baille, n. 38.	Vermut e aperitivi	350
345	Ditta Adriano Razzaguta, sede in Livorno, via Testaio, n. 28.	Aperitivi	25

(4105)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Nomina del commissario straordinario e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Libussina (Gorizia).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400, contenente disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Veduto il decreto di pari data del Capo del Governo, col quale si è provveduto allo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale di Libussina (Gorizia) ai sensi e per gli effetti di cui al titolo VII, capo II, del citato R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400;

Dispone:

Il cav. Raffaello Cirenei è nominato commissario straordinario per l'amministrazione della Cassa rurale di Libussina (Gorizia) ed i sigg. Cesare Bader, rag. Giuseppe Celona e Antonio Saltini sono nominati membri del Comitato di sorveglianza previsto dall'art. 58 del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400, con i poteri e le attribuzioni contemplati dal titolo VII, capo II, del citato R. decreto-legge.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 7 dicembre 1937 - Anno XVI

Il Governatore della Banca d'Italia, Capo dell'Ispettorato:
AZZOLINI.

(4377)

CONCORSI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso a 38 posti di ispettore aggiunto del ruolo tecnico (gruppo A).

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Visto l'art. 9 del R. decreto 22 febbraio 1937-XV, n. 327;

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Visti: la legge 21 agosto 1921, n. 1312, sull'assunzione dei mutilati ed invalidi di guerra; il R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, che reca norme a favore del personale ex combattente; il R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, che reca provvedimenti a favore delle famiglie dei caduti per la causa fascista, dei mutilati e feriti per la causa stessa, nonchè degli iscritti ai Fasci di combattimento anteriormente al 28 ottobre 1922; la legge 26 luglio 1929, n. 1397, concernente l'istituzione dell'Opera nazionale per gli orfani di guerra; la legge 12 giugno 1931, n. 777, che estende agli orfani dei caduti per la causa nazionale le provvidenze emanate in favore degli orfani di guerra; la legge 24 marzo 1930, n. 454, che estende agli invalidi per la causa nazionale le disposizioni concernenti la protezione ed assistenza degli invalidi di guerra;

Vista la legge 6 giugno 1929, n. 1024, contenente provvedimenti sull'incremento demografico;

Visto il R. decreto-legge 28 novembre 1933, n. 1554, che reca norme sulle assunzioni delle donne nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il R. decreto 28 settembre 1934, n. 1587 concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 25 febbraio 1935, n. 163, concernente l'ammissione dei mutilati ed invalidi di guerra ai pubblici concorsi;

Visto il R. decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, col quale vengono estese a coloro che hanno partecipato alle operazioni militari in A. O. le provvidenze emanate a favore degli ex combattenti;

Visto il R. decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2111, concernente l'estensione agli invalidi ed agli orfani e congiunti di caduti per la difesa delle colonie dell'A. O. delle disposizioni a favore degli invalidi di guerra e degli orfani e congiunti di caduti in guerra;

Visto il regolamento per il personale approvato col R. decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con il R. decreto 2 marzo 1933, n. 318;

Visti: l'art. 4 del R. decreto-legge 26 luglio 1925, n. 1256, e l'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46;

Visti i Regi decreti-legge 24 settembre 1936, n. 1719, e 27 giugno 1937, n. 1033;

Viste le tabelle allegate al suindicato R. decreto 22 febbraio 1937, n. 327, dei nuovi ruoli organici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Visto il decreto del Ministro per le finanze del 2 luglio 1929-VII, col quale sono determinati gli assegni da corrispondersi al personale in prova nelle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli e per esami a n. 38 posti di ispettore aggiunto (grado 10°) nel ruolo tecnico di gruppo A, tra il personale non di ruolo in servizio al 22 febbraio 1937-XV (data del R. decreto n. 327 citato nelle premesse) presso gli Ispettorati agrari compartimentali e, in genere, tra il personale non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato e quello appartenente alle Cattedre ambulanti di agricoltura non avente rapporto stabile di servizio.

Nella valutazione dei titoli sarà tenuto in particolare conto l'aver prestato servizio presso gli Ispettorati agrari compartimentali e presso le Cattedre ambulanti di agricoltura.

Art. 2.

Per l'ammissione al detto concorso si prescinde dal limite massimo di età, ma non può esservi ammesso chi non abbia raggiunto il 18° anno di età alla data del presente decreto.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta da bollo da L. 6, sottoscritte dagli aspiranti e corredate dai documenti appresso indicati, dovranno pervenire all'Ufficio centrale degli affari generali e del personale del Ministero non oltre 60 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ai concorrenti che risiedono in Colonia è consentita l'ammissione al concorso con la presentazione della sola domanda, salvo a produrre i documenti prescritti non più tardi di dieci giorni prima della data d'inizio delle prove di esame.

Art. 4.

Le domande devono indicare con precisione: cognome, nome, paternità ed indirizzo dove il concorrente intende che gli sia fatta ogni comunicazione relativa al concorso.

Alle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

a) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 8;

b) diploma originale, o copia di esso autenticata da notaio, di laurea in scienze agrarie o in zooiatria o in ingegneria. Coloro che sono forniti della laurea in ingegneria devono dimostrare con certificato rilasciato dal Capo del Servizio a cui appartengono, che da almeno un quinquennio alla data del presente decreto hanno esercitato mansioni proprie del ruolo tecnico dell'agricoltura;

c) certificato di cittadinanza italiana, in carta da bollo da L. 4, rilasciato dal podestà del Comune di origine. Sono equiparati ai cittadini italiani, agli effetti del presente concorso, gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di decreto Reale;

d) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 12;

e) certificato di regolare condotta morale, civile e politica, su carta da bollo da L. 4, rilasciato dal podestà del Comune ove l'aspirante ha il domicilio, la sua abituale residenza da almeno un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del podestà o dei podestà delle precedenti residenze;

f) certificato medico rilasciato su carta da bollo da L. 4 da un medico provinciale o militare o da un ufficiale sanitario, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica. La firma del medico provinciale dev'essere autenticata dal prefetto, quella del medico militare dalle superiori autorità militari, e quella dell'ufficiale sanitario dal podestà, la cui firma dev'essere a sua volta, autenticata dal prefetto. I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa nazionale produrranno il certificato dell'autorità sanitaria, di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15.

L'Amministrazione tuttavia potrà sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia;

g) foglio di congedo illimitato, o copia del foglio matricolare o copia dello stato di servizio militare, ovvero certificato di esito di leva, o di iscrizione nelle liste di leva. Coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-918, od abbiano partecipato in reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'A. O. dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno, invece, copia dello stato di servizio o del foglio matricolare, annotata delle eventuali benemerenze di guerra; gli ex combattenti nella guerra 1915-1918 presenteranno, inoltre, la dichiarazione integrativa ai sensi della circolare n. 588 del giornale militare ufficiale del 1922.

Coloro, invece, che furono imbarcati su navi mercantili, durante la guerra 1915-1918, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi dalle autorità competenti.

I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa fascista o in dipendenza dei fatti d'armi avvenuti dal 16 gennaio 1935-XIII, per la difesa delle Colonie dell'A.O., dovranno provare tale loro qualità mediante l'esibizione del decreto di concessione della relativa pensione o mediante uno dei certificati mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra.

Gli orfani dei caduti in guerra o per la causa fascista o dei caduti in dipendenza dei fatti d'armi verificatisi dal 16 gennaio 1935, per la difesa delle Colonie dell'A. O., e i figli degli invalidi di guerra o dei minorati per la causa fascista o in dipendenza dei fatti d'armi verificatisi dalla data predetta per la difesa delle Colonie dell'A.O., dovranno dimostrare la loro qualità, i primi, mediante certificato su carta da bollo da L. 4, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto; gli altri con la esibizione della dichiarazione mod. 69, rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra al nome del padre del candidato, oppure con un certificato, in carta da bollo da L. 4, del podestà del Comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni e in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

h) stato di famiglia, su carta da bollo da L. 4, rilasciato dal podestà del Comune ove l'aspirante ha il proprio domicilio. Tale documento dovrà essere prodotto soltanto dai candidati coniugati, con o senza prole, e dai vedovi con prole;

i) fotografia del candidato con la firma autenticata dal podestà o da un notaio,

l) certificato, su carta da bollo da L. 4, comprovante la iscrizione del candidato al Partito Nazionale Fascista, o ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili o ai femminili. L'iscrizione non è richiesta per i mutilati od invalidi di guerra o per i minorati in dipendenza dei fatti d'armi avveratisi nella difesa delle Colonie dell'A.O. dal 16 gennaio 1935.

Per gli iscritti al P.N.F. in epoca posteriore al 28 ottobre 1922, tale certificato deve essere rilasciato dal segretario (o anche dal vice segretario se trattasi di capoluogo di Provincia) del competente Fascio di combattimento o sottoposto al visto del segretario federale, o, in sua vece, del vice segretario federale o del segretario federale amministrativo

Per gli iscritti ai Fasci di combattimento in epoca anteriore al 28 ottobre 1922, il certificato dev'essere rilasciato dal segretario federale della provincia e vistato, per ratifica, dal Segretario del P.N.F. o da uno dei Vice segretari, ovvero dal Sgretario amministrativo del Partito stesso; dovrà, inoltre, attestare che la iscrizione non subì interruzione.

Per coloro che siano feriti per la causa fascista, il detto certificato dovrà attestare che non vi fu interruzione, nella iscrizione, dalla data dell'evento che fu causa della ferita, anche se posteriore alla Marcia su Roma.

Il ferito per la causa fascista, a corredo del certificato, dovrà pure produrre il relativo brevetto di ferito.

Gli italiani non regnicoli e i cittadini italiani residenti all'estero dovranno comprovare la loro iscrizione al P.N.F. mediante certificato, redatto su carta da bollo da L. 4, rilasciato direttamente dalla Segreteria generale dei Fasci italiani all'estero e firmato dal Segretario generale o da uno degli Ispettori centrali dei Fasci all'estero.

Quando trattisi di iscritti ai Fasci di combattimento da epoca anteriore alla Marcia su Roma, anche il detto certificato dovrà essere sottoposto alla ratifica del Segretario del P.N.F. o di uno dei Vice segretari o del Segretario amministrativo del Partito stesso.

Il certificato d'iscrizione al P.N.F. dei cittadini sammarinesi, residenti nel territorio della Repubblica, dovrà essere firmato dal Segretario del P.F.S. e controfirmato dal Segretario di Stato per gli affari esteri

Il certificato di appartenenza al P.N.F. dei cittadini sammarinesi residenti nel Regno, dovrà essere firmato dal segretario della Federazione che li ha in forza. Anche per i cittadini sammarinesi i certificati attestanti la iscrizione anteriore al 28 ottobre 1922 ai Fasci di combattimento rilasciati, secondo il caso, dal Segretario del Partito Fascista Sammarinese o dai segretari federali del Regno, dovranno essere ratificati dal Segretario del P.N.F. o da uno dei Vice segretari o dal Segretario amministrativo del Partito stesso.

Tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo o debitamente legalizzati dalle competenti autorità.

Sono eccettuati dalla legalizzazione i certificati del P.N.F., del P.F.S. e dei Fasci all'estero: quelli di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*), dovranno essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

La legalizzazione delle firme, da parte del presidente del Tribunale e del prefetto, non è richiesta per i certificati rilasciati e vidimati dal Governatore di Roma;

m) rapporto informativo sul servizio prestato dal candidato dalla data di assunzione rilasciato dal competente capo ufficio, il quale dovrà anche certificare che il candidato trovavasi in servizio il 22 febbraio 1937-XV.

Non sono ammesse le domande prive di qualcuno dei suddetti documenti o corredate di documenti irregolari, o che facciano riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni o che perverranno al Ministero dopo la scadenza fissata dal presente decreto, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari.

Il concorrente dovrà inoltre dichiarare nella domanda di essere disposto ad accettare qualsiasi residenza.

Art. 5.

Il possesso dei requisiti per l'ammissione al concorso dev'essere anteriore alla scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 6.

L'ammissione al concorso può essere negata con decreto ministeriale insindacabile e senza motivazione.

Art. 7.

L'esame di concorso avrà luogo in Roma, nei locali e nei giorni che saranno indicati. Esso consterà di tre prove scritte ed una orale, sulle materie di cui al programma annesso al presente decreto.

Art. 8.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che avranno riportato la media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga la votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e dei punti ottenuti in quella orale e nella valutazione dei titoli.

Art. 9.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

A parità di merito saranno osservate le norme dettate dall'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, di cui alle premesse.

Sono equiparati agli ex combattenti i legionari fiumani, a termini del R. decreto-legge 30 ottobre 1924, n. 1842.

A parità di merito saranno osservate altresì le disposizioni contenute nell'art. 21 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, modificato dall'art 6 del R decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, nella legge 6 giugno 1929, n. 1024, sull'incremento demografico, nell'art. 55 della legge 26 luglio 1929, n. 1397 sugli orfani di guerra.

Restano ferme le disposizioni dell'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, a favore degli invalidi di guerra o della causa nazionale, dell'articolo 13 del R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, a favore degli ex combattenti, le disposizioni a favore degli iscritti ai Fasci di combattimento, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922, dell'art 3 della legge 14 maggio 1936, n. 981, a favore degli orfani e congiunti di caduti per la difesa delle Colonie dell'A.O., e dell'articolo unico del R. decreto-legge 2 giugno 1936-XIV, n. 1172, a favore di coloro che hanno partecipato alle operazioni militari militari in A.O.

Art. 10.

In base alle risultanze degli atti della Commissione, il Ministro, riconosce la regolarità del procedimento degli esami, e approva la graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei.

Sui reclami che debbono essere presentati non oltre il termine di quindici giorni dalla pubblicazione della graduatoria, decide in via definitiva il Ministro sentita la Commissione giudicatrice.

Art. 11.

Se all'atto del conferimento delle nomine ai posti messi a concorso non siano ancora stati effettuati gli inquadramenti e collocamenti nel grado 10° del ruolo tecnico di gruppo *A*, previsti dal Regio decreto 22 febbraio 1937-XV, n. 327, le nomine stesse avranno luogo con riserva di anzianità a favore del personale da inquadrare o collocare nel grado medesimo.

Art. 12.

I vincitori del concorso, salvo il disposto dell'art. 2, 3° comma, del Regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado 10° del ruolo tecnico di gruppo *A*.

Coloro che, allo scadere del periodo di esperimento, fossero, invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo saranno licenziati, senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento di altri sei mesi

Art. 13.

Ai vincitori del concorso assunti in prova, a termine dell'articolo precedente, sarà corrisposto, durante il periodo di prova, a sensi del decreto 2 luglio 1929-VII del Ministro per le finanze, l'assegno mensile di L. 800 lorde, oltre, per coloro che vi abbiano diritto, l'aggiunta di famiglia e relative quote complementari nella misura e con le norme stabilite dalla legge 27 giugno 1929-VII, n. 1047.

Tali assegni sono sottoposti alle riduzioni di cui ai Regi decreti-legge 20 novembre 1930, n. 1491, e 14 aprile 1934, n. 561, e agli aumenti di cui ai Regi decreti-legge 24 settembre 1936, n. 1719, e 27 giugno 1937, n. 1033.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 ottobre 1937 - Anno XV

Il Ministro: Rossoni.

PROGRAMMA DEGLI ESAMI DI CONCORSO.

a) *Per laureati in scienze agrarie*:

Prove scritte:

1. Agronomia e coltivazioni erbacee e arboree;
2. Economia e politica agraria; estimo rurale;
3. Zootecnia.

Prova orale:

1. Le materie delle prove scritte;
2. Industrie agrarie;
3. Costruzioni rurali; meccanica agraria; idraulica agraria;
4. Principî di diritto agrario; legislazione rurale; ordinamento corporativo;
5. Principî di economia generale corporativa; nozioni di statistica agraria.

b) *Per laureati in zooiatria*:

Prove scritte:

1. Ezoognosia e zootecnia;
2. Patologia generale e speciale;
3. Igiene veterinaria, malattie infettive e ispezione degli alimenti di origine animale.

Prova orale:

1. Le materie delle prove scritte;
2. Approvvigionamenti annonari; mercati di consumo e industrie alimentari;
3. Economia dell'azienda agraria, con particolare riferimento all'economia zootecnica;
4. Legislazione rurale, con particolare riguardo alla zootecnia; regolamenti di polizia sanitaria;
5. Principî di economia corporativa; nozioni di statistica agraria.

c) *Per laureati in ingegneria*:

Prove scritte:

1. Tecnica delle bonifiche;
2. Costruzioni rurali, stradali e idrauliche; meccanica agraria;
3. Idraulica agraria.

Prova orale:

1. Le materie delle prove scritte;
2. Topografia;
3. Industrie chimico agrarie;
4. Principî di diritto agrario; legislazione rurale; ordinamento corporativo;
5. Principî di economia generale corporativa; nozioni di statistica agraria.

Roma, addì 5 ottobre 1937 - Anno XV

Il Ministro: Rossoni.

(4340)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso a 22 posti di alunno d'ordine.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto l'art. 19 del R. decreto 22 febbraio 1937-XV, n. 327;

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Visti: la legge 21 agosto 1921, n. 1312, sull'assunzione dei mutilati ed invalidi di guerra; il R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, che

reca norme a favore del personale ex combattente; il R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, che reca provvedimenti a favore delle famiglie dei caduti per la causa fascista, dei mutilati e feriti per la causa stessa, nonchè degli iscritti ai Fasci di combattimento anteriormente al 28 ottobre 1922; la legge 26 luglio 1929, n. 1397, concernente l'istituzione dell'Opera nazionale per gli orfani di guerra; la legge 12 giugno 1931, n. 777, che estende agli orfani dei caduti per la causa nazionale le provvidenze emanate in favore degli orfani di guerra; la legge 24 marzo 1930, n. 454, che estende agli invalidi per la causa nazionale le disposizioni concernenti la protezione ed assistenza degli invalidi di guerra;

Vista la legge 6 giugno 1929, n. 1024, contenente provvedimenti sull'incremento demografico;

Visto il R. decreto-legge 28 novembre 1933, n. 1554, che reca norme sulle assunzioni delle donne nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il R. decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 25 febbraio 1935, n. 163, concernente l'ammissione dei mutilati ed invalidi di guerra ai pubblici concorsi;

Visto il R. decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, col quale vengono estese a coloro che hanno partecipato alle operazioni militari in A. O. le provvidenze emanate a favore degli ex combattenti;

Visto il R. decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2111, concernente l'estensione agli invalidi ed agli orfani e congiunti di caduti per la difesa delle Colonie dell'A. O., delle disposizioni a favore degli invalidi di guerra e degli orfani e congiunti di caduti in guerra;

Viste le tabelle allegate al suindicato R. decreto 22 febbraio 1937, n. 327, dei nuovi ruoli organici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Visto il regolamento per il personale approvato col R. decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i Regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;

Visto l'art. 4 del R. decreto-legge 26 luglio 1925, n. 1256, e l'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46;

Visto il decreto del Ministro per le finanze del 2 luglio 1929-VII, col quale sono determinati gli assegni da corrispondersi al personale in prova nelle Amministrazioni dello Stato;

Visti i Regi decreti-legge 20 novembre 1930, n. 1491; 14 aprile 1934, n. 561; 24 settembre 1936, n. 1719, e 27 giugno 1937, n. 1033;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli e per esami a n. 22 posti di alunno d'ordine in prova (grado 13°) nel ruolo d'ordine (gruppo *C*); tra il personale non di ruolo in servizio al 22 febbraio 1937-XV (data del R. decreto n. 327 citato nelle premesse) presso gli Ispettorati agrari compartimentali e, in genere, tra il personale non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato e quello appartenente alle Cattedre ambulanti di agricoltura non avente rapporto stabile di servizio.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso si prescinde dal limite massimo d'età, ma non può esservi ammesso chi, alla data del presente decreto, non abbia raggiunto il 18° anno di età.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta da bollo da L. 6, sottoscritte dagli aspiranti e corredate dei documenti appresso indicati, dovranno pervenire all'Ufficio centrale degli affari generali e del personale del Ministero non oltre 60 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ai concorrenti che risiedano in Colonia è consentita l'ammissione al concorso con la presentazione della sola domanda, salvo a produrre i documenti prescritti non più tardi di dieci giorni prima della data d'inizio delle prove di esame.

Art. 4.

Le domande devono indicare con precisione: cognome, nome, paternità ed indirizzo dove il concorrente intende che gli sia fatta ogni comunicazione relativa al concorso e contenere, inoltre, la dichiarazione che il concorrente è disposto ad accettare qualsiasi residenza.

Alle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

a) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 8;

b) diploma originale, o copia di esso autenticata da notaio, di ammissione ad Istituti di 2° grado d'istruzione media, classica, scientifica, tecnica e magistrale o di ammissione al ginnasio superiore, rilasciati da Istituti medi di 1° grado regi o pareggiati o parificati; od anche diploma di computista commerciale, o certificato di ammissione con esame alla scuola tecnica commerciale; oppure diploma di agente rurale o di licenza di scuola secondaria di avviamento professionale regia, o pareggiata, o parificata. Sono altresì validi per l'ammissione al concorso i diplomi di licenza ginnasiale, tecnica o complementare, di licenza di scuola pratica di agricoltura o di licenza di scuola professionale di 2° grado conseguiti ai termini di precedenti ordinamenti scolastici in una scuola regia, o pareggiata, o parificata.

Si prescinde dal requisito del possesso del titolo di studio nei riguardi di coloro che, alla data del presente decreto, abbiano prestato servizio da almeno un triennio con mansioni proprie del ruolo d'ordine;

c) certificato di cittadinanza italiana, in carta da bollo da L. 4, rilasciato dal podestà del Comune di origine. Sono equiparati ai cittadini italiani, agli effetti del presente concorso, gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di decreto Reale;

d) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 12;

e) certificato di regolare condotta morale, civile e politica, su carta da bollo da L. 4, rilasciato dal podestà del Comune ove l'aspirante ha il domicilio, la sua abituale residenza da almeno un anno, e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del podestà o dei podestà delle precedenti residenze;

f) certificato medico rilasciato su carta da bollo da L. 4, da un medico provinciale o militare o da un ufficiale sanitario, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica. La firma del medico provinciale dev'essere autenticata dal prefetto, quella del medico militare dalle superiori autorità militari, e quella dell'ufficiale sanitario dal podestà, la cui firma dev'essere, a sua volta, autenticata dal prefetto. I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa nazionale produrranno il certificato dell'autorità sanitaria, di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15.

L'Amministrazione tuttavia potrà sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia;

g) foglio di congedo illimitato, o copia del foglio matricolare o copia dello stato di servizio militare, ovvero certificato di esito di leva, o di iscrizione nelle liste di leva. Coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918, od abbiano partecipato in reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'A. O. dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno, invece, copia dello stato di servizio o del foglio matricolare, annotata delle eventuali benemerenze di guerra; gli ex combattenti nella guerra 1915-1918 presenteranno, inoltre, la dichiarazione integrativa ai sensi della circolare n. 588 del giornale militare ufficiale del 1922.

Coloro, invece, che furono imbarcati su navi mercantili, durante la guerra 1915-1918, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi dalle autorità competenti.

I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa fascista o in dipendenza dei fatti d'armi avvenuti dal 16 gennaio 1935-XIII, per la difesa delle Colonie dell'A. O., dovranno provare tale loro qualità mediante l'esibizione del decreto di concessione della relativa pensione o mediante uno dei certificati mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra.

Gli orfani dei caduti in guerra o per la causa fascista o dei caduti in dipendenza dei fatti d'armi verificatisi dal 16 gennaio 1935-XIII, per la difesa delle Colonie dell'A. O., o i figli degli invalidi di guerra o dei minorati per la causa fascista o in dipendenza dei fatti d'armi verificatisi dalla data predetta per la difesa delle Colonie dell'A. O., dovranno dimostrare la loro qualità, i primi, mediante certificato su carta da bollo da L. 4, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto; gli altri, con la esibizione della dichiarazione mod. 69 rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra al nome del padre del candidato; oppure con un certificato, in carta da bollo da L. 4, del podestà del Comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni o in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

h) stato di famiglia, su carta da bollo da L. 4, rilasciato dal podestà del Comune ove l'aspirante ha il proprio domicilio. Tale documento dovrà essere prodotto soltanto dai candidati coniugati, con o senza prole, o dai vedovi con prole;

i) fotografia del candidato con la firma autenticata dal podestà o da un notaio;

l) certificato, su carta da bollo da L. 4, comprovante la iscrizione del candidato al Partito Nazionale Fascista, o ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili o ai femminili. L'iscrizione non è richiesta per i mutilati od invalidi di guerra o per i minorati in dipendenza dei fatti d'armi avveratisi nella difesa delle Colonie dell'A. O. dal 16 gennaio 1935.

Per gli iscritti al P.N.F. in epoca posteriore al 28 ottobre 1922, tale certificato deve essere rilasciato dal segretario (o anche dal vice segretario se trattasi di capoluogo di provincia) del competente Fascio di combattimento e sottoposto al visto del segretario federale, o, in sua vece, del vice segretario federale o del segretario federale amministrativo.

Per gli iscritti ai Fasci di combattimento in epoca anteriore al 28 ottobre 1922, il certificato deve essere rilasciato dal segretario federale della Provincia e vistato, per ratifica, dal Segretario del P.N.F. o da uno dei Vice segretari, ovvero dal Segretario amministrativo del Partito stesso; dovrà, inoltre, attestare che la iscrizione non subì interruzione.

Per coloro che siano feriti per la causa fascista, il detto certificato dovrà attestare che non vi fu interruzione, nella iscrizione, dalla data dell'evento che fu causa della ferita, anche se posteriore alla Marcia su Roma.

Il ferito per la causa fascista, a corredo del certificato, dovrà pure produrre il relativo brevetto di ferito.

Gli italiani non regnicoli e i cittadini italiani residenti all'estero, dovranno comprovare la loro iscrizione al P.N.F. mediante certificato, redatto su carta da bollo da L. 4, rilasciato direttamente dalla Segreteria generale dei Fasci italiani all'estero e firmato dal Segretario generale o da uno degli ispettori centrali dei Fasci all'estero.

Quando trattisi di iscritti ai Fasci di combattimento da epoca anteriore alla Marcia su Roma, anche il detto certificato dovrà essere sottoposto alla ratifica del Segretario del P.N.F. o da uno dei Vice segretari o del Segretario amministrativo del Partito stesso.

Il certificato d'iscrizione al P.N.F. dei cittadini sammarinesi, residenti nel territorio della Repubblica, dovrà essere firmato dal Segretario del P.F.S. e controfirmato dal Segretario di Stato per gli affari esteri.

Il certificato di appartenenza al P.N.F. dei cittadini sammarinesi residenti nel Regno, dovrà essere firmato dal segretario della Federazione che li ha in forza. Anche per i cittadini sammarinesi i certificati attestanti la iscrizione anteriore al 28 ottobre 1922 ai Fasci di combattimento rilasciati, secondo il caso, dal Segretario del Partito Fascista Sammarinese o dai segretari federali del Regno, dovranno essere ratificati dal Segretario del P.N.F. o da uno dei Vice segretari o dal Segretario amministrativo del Partito stesso.

Tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e debitamente legalizzati dalle competenti autorità.

Sono eccettuati dalla legalizzazione i certificati del P.N.F., del P.F.S., dei Fasci all'estero; quelli di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*) dovranno essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

La legalizzazione delle firme, da parte del presidente del Tribunale e del Prefetto, non è richiesta per i certificati rilasciati e vidimati dal Governatore di Roma;

m) rapporto informativo sul servizio prestato dal candidato dalla data di assunzione rilasciato dal competente capo ufficio, il quale dovrà anche certificare che il candidato trovavasi in servizio il 22 febbraio 1937-XV.

Non sono ammesse le domande prive di qualcuno dei suddetti documenti o corredate di documenti irregolari, o che facciano riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni o che perverranno al Ministero dopo la scadenza fissata dal presente decreto, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari.

Art. 5.

Il possesso dei requisiti per l'ammissione al concorso dev'essere anteriore alla scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 6.

L'ammissione al concorso può essere negata con decreto Ministeriale insindacabile e senza motivazione.

Art. 7.

L'esame di concorso avrà luogo in Roma, nei locali e nei giorni che saranno indicati. Esso consterà di due prove scritte ed una orale, sulle materie di cui al programma annesso al presente decreto.

Art. 8.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che avranno riportato la media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga la votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e dei punti ottenuti in quella orale e nella valutazione dei titoli.

Art. 9.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

A parità di merito saranno osservate le norme dettate dall'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, di cui alle premesse.

Sono equiparati agli ex combattenti i legionari fiumani, a termini del R. decreto-legge 30 ottobre 1924, n. 1842.

A parità di merito saranno osservate altresì le disposizioni contenute nell'art. 21 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, modificato dall'art. 6 del R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, nella legge 6 giugno 1929, n. 1024, sull'incremento demografico, nell'art. 55 della legge 26 luglio 1929, n. 1397, sugli orfani di guerra.

Restano ferme le disposizioni dell'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, a favore degli invalidi di guerra o della causa nazionale, dell'art. 13 del R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, a favore degli ex combattenti, le disposizioni a favore degli iscritti ai Fasci di combattimento, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922, dell'art. 3 della legge 14 maggio 1936, n. 981, a favore degli orfani e congiunti di caduti per la difesa delle Colonie dell'A. O., e dell'articolo unico del R. decreto-legge 2 giugno 1936-XIV, n. 1172, a favore di coloro che hanno partecipato alle operazioni militari in A. O.

Art. 10.

In base alle risultanze degli atti della Commissione, il Ministro riconosce la regolarità del procedimento degli esami e approva la graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei.

Sui reclami che debbono essere presentati non oltre il termine di quindici giorni dalla pubblicazione della graduatoria, decide in via definitiva il Ministro, sentita la Commissione giudicatrice.

Art. 11.

La nomina dei vincitori del concorso avrà luogo in corrispondenza alla disponibilità dei posti esistenti nel ruolo d'ordine di gruppo *C*, e, eventualmente, in corrispondenza alle vacanze che si determineranno successivamente nel detto ruolo e che non siano da devolvere ad assorbimento di soprannumero.

Art. 12.

I vincitori del concorso, salvo il disposto dell'art. 2, 3° comma, del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado 13° del ruolo d'ordine di gruppo *C*.

Coloro che, allo scadere del periodo di esperimento, fossero, invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo saranno licenziati, senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento di altri sei mesi.

Art. 13.

Ai vincitori del concorso assunti in prova, a termine dell'articolo precedente, sarà corrisposto, durante il periodo di prova, a sensi del decreto 2 luglio 1929-VII del Ministro per le finanze, l'assegno mensile di L. 425 lorde, oltre, per coloro che vi abbiano diritto, l'aggiunta di famiglia e relative quote complementari nella misura e con le norme stabilite dalla legge 27 giugno 1929-VII, n. 1047.

Tali assegni sono sottoposti alle riduzioni di cui ai Regi decreti-legge 20 novembre 1930, n. 1491, e 14 aprile 1934, n. 561, ed agli aumenti di cui ai Regi decreti-legge 24 settembre 1936-XIV, n. 1719 e 27 giugno 1937, n. 1033.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 ottobre 1937 - Anno XV

Il Ministro: ROSSONI.

PROGRAMMA DEGLI ESAMI.

Prove scritte:

1. Componimento italiano;
2. Problema di aritmetica elementare, compresa la regola del tre composto.

Le prove scritte serviranno come saggio di calligrafia.

Prova orale:

1. Diritti e doveri dell'impiegato;
2. Nozioni generali sull'ordinamento dell'Amministrazione dello Stato, con speciale riguardo all'ordinamento dei Servizi del Ministero - Ordinamento degli Archivi;
3. Elementi di Storia d'Italia;
4. Elementi di geografia dell'Europa e particolarmente dell'Italia.

Saggio di scrittura a macchina.

Roma, addì 22 ottobre 1937 - Anno XV

Il Ministro: ROSSONI.

(4342)

REGIA PREFETTURA DI ASCOLI PICENO

Graduatoria del concorso a posti di levatrice condotta.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ASCOLI PICENO

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di levatrice condotta di Ripatransone vacante in questa provincia al 30 novembre 1935, nominata con decreto Ministeriale del 16 febbraio 1937-XV e la relativa graduatoria;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie nonchè il regolamento sui concorsi sanitari approvato con R. decreto-legge 11 marzo 1935, n. 281;

Tenute presenti le preferenze espresse dalle concorrenti nelle loro domande:

Decreta:

1. — È approvata la graduatoria di cui in narrativa così formata:

1° Mozzoni Duilia con punti 43,43;
2° Marziali Gaetana con punti 37,18.

2. — La signora Mozzoni Duilia è dichiarata vincitrice per la condotta di Ripatransone.

3. — Il podestà di Ripatransone è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Ascoli Piceno, addì 10 novembre 1937 - Anno XVI

Il prefetto: FORMICA.

(4254)

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di veterinario condotto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ASCOLI PICENO

Visto il proprio decreto numero 14876 del 7 agosto 1937-XV, con cui si approvava la graduatoria dei candidati al concorso ai posti di veterinario condotto vacanti al 30 novembre 1935;

Visto il precedente decreto prefettizio n. 18342 col quale si dichiarava vincitore per la condotta veterinaria formata dal Consorzio Monsampietrangeli, Francavilla d'Ete e frazione Gabbiano di Fermo, il dott. Bebi Francesco.

Considerato che il predetto dott. Bebi Francesco ha optato per altra sede;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie nonchè il regolamento dei concorsi sanitari approvato con R. decreto-legge 11 marzo 1937, n. 281;

Decreta:

Il dott. Guglielmini Luigi è dichiarato vincitore per la condotta veterinaria formata dal Consorzio dei comuni Monsampietrangeli, Francavilla d'Ete e frazione Gabbiano di Fermo.

Il presidente del Consorzio suddetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Ascoli Piceno, addì 25 novembre 1937 - Anno XVI

(4255) p. *Il prefetto*: BELLI.

REGIA PREFETTURA DI TORINO

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TORINO

Visti i propri decreti in data 31 luglio u. s. n. 41199 pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* il 23 agosto u. s. n. 195 e nel Foglio annunzi legali della Provincia 3 agosto 1937, n. 10, concernenti l'approvazione della graduatoria dei concorrenti ai posti di medico condotto resisi vacanti al 30 novembre 1935 e la dichiarazione dei vincitori del concorso stesso;

Viste le note con il quale il podestà di Forno Canavese comunica che i dottori Prandi Giacinto, Gazzano Angelo, Serra Francesco, Milanesio Riccardo, interpellati in merito, hanno dichiarato di rinunciare al posto di medico condotto del Consorzio Forno Canavese-Pratiglione;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica dei propri decreti sopracitati il seguente candidato dichiarato idoneo è designato per la nomina nella condotta consorziale a fianco indicata:

Dott. Nano Domenico, Consorzio Forno Canavese-Pratiglione.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi e termini stabiliti negli articoli 23 e 55 del citato regolamento.

Torino, addì 23 novembre 1937 - Anno XVI

(4256) *Il prefetto*: BARATONO.

REGIA PREFETTURA DI VITERBO

Graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di levatrice condotta.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VITERBO

Veduto il proprio decreto in data 27 ottobre p.p. n. 23266, col quale fu approvata la graduatoria delle concorrenti ad un posto di levatrice condotta vacante in questa Provincia al 30 dicembre 1935-XIV;

Tenuto conto dell'ordine della graduatoria;

Veduti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè l'articolo 55 del R. decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

La levatrice Basilici Ida è dichiarata vincitrice del concorso al posto di levatrice condotta nel comune di Tuscania e destinata a prestar servizio in detta sede.

Il podestà del comune di Tuscania è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato per otto giorni consecutivi all'Albo della Prefettura di Viterbo e del Comune interessato.

Viterbo, addì 22 novembre 1937 - Anno XVI

(4258) *Il prefetto*: VENDITTELLI.

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.